

# INPRECOR

**INTERCONTINENTAL PRESS**

## FRANCE

**La politique  
d'austérité  
du  
gouvernement  
Mauroy III**



## NICARAGUA

**La révolution sandiniste  
face à  
l'escalade  
impérialiste**



## ENVIRONNEMENT

**Les leçons du crime de Seveso**

Sommaire du numéro 148 du 25 avril 1983

3	FRANCE	Le gouvernement Mauroy dans l'état de la collaboration de classes	Francis SITEL
7	—	L'intervention de la Ligue communiste révolutionnaire	F.S.
8	NICARAGUA	La trajectoire de la révolution sandiniste face à l'impérialisme	Daniel JEBRAC
12	—	L'Assemblée nationale constitutive de la Centrale sandiniste des travailleurs	INFORPRESS CENTROAMERICANA
13	—	Les Comités de défense sandinistes (CDS) au centre de la mobilisation contre l'impérialisme	Mats TINNERWALL et Ulf JUNGMAR
14	—	Les principes des Comités de défense sandinistes (CDS)	DOCUMENT
15	PARAGUAY	Derrière la stabilité apparente d'une dictature	Carlos ALONSO
18	IRAK	Interview d'un représentant de l'Union patriotique du Kurdistan	Propos recueillis par Raimund LOEW
20	ENVIRONNEMENT	Les leçons du crime de Seveso	Alfredo MORABIA
25	NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE		
	GRANDE-BRETAGNE : <i>Socialist Action</i> , un nouvel hebdomadaire révolutionnaire. EUROPE : Stage des responsables d'organisations de jeunesse. ITALIE : Congrès de la Lega Comunista Rivoluzionaria. CHINE : Liberté pour Liu San Qing. PEROU : Violente répression de la grève générale du 10 mars. TURQUIE : Non aux huit exécutions !		
28	POLOGNE	Appel à tous les travailleurs pour le 1er Mai	DOCUMENT

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction  
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale.

**ABONNEMENT**  
**25 NUMÉROS**  
**PAR AN**

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108, Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179 / 90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42. T PARIS.

*Inprecor*, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays : 200 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 225 FF ; Afrique et Amériques : 265 FF ; Asie : 290 FF.

Pli fermé : France 300 FF ; tous les autres pays (par voie de surface) 320 FF ; pli fermé par avion, écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Pays |-----|

Réabonnement

Abonnement

# Le nouveau gouvernement Mauroy dans l'état de la collaboration de classes

**S**URVENANT coup sur coup, les élections municipales des 6 et 13 mars derniers, le remaniement gouvernemental intervenu le 23 mars, et le nouveau plan d'austérité accompagnant la troisième dévaluation du franc (1), ont accéléré l'évolution de la situation politique en France. Moins, pourtant, que ne l'espérait l'opposition de droite. Celle-ci escomptait une victoire électorale incontestable, afin d'engager une offensive politique frontale contre la majorité issue du Parti socialiste et du Parti communiste (PS-PCF) élue en juin 1981, par exemple sous la forme d'une bataille pour des élections législatives anticipées. Or, la gauche a bien été mise en minorité lors des élections municipales, mais le « sursaut » de l'électorat ouvrier lors du second tour a contraint la droite à déchanter. Il lui a montré que la menace de son retour est toujours en mesure de provoquer une réaction des travailleurs.

Pour leur part, le Parti socialiste et le Parti communiste ne peuvent se féliciter de la situation. Obligés d'enregistrer l'avertissement que leur a donné un électorat déçu par la politique gouvernementale, ils se sont hâtés de démontrer, malgré les promesses faites au soir du 13 mars, qu'ils ne sont pas décidés à en tenir compte. En effet, le nouveau plan d'austérité mis en œuvre sous la houlette du ministre de l'Economie et des Finances, Jacques Delors, ne peut qu'aggraver de façon sensible les relations entre le gouvernement et les travailleurs, et provoquer ainsi une nouvelle dégradation de la situation.

François Mitterrand table sur le fait que le régime ne devrait plus être confronté à de nouvelles échéances électorales

Francis SITEL

Les différents appareils politiques de la gauche, tant ceux du gouvernement que ceux des partis et des syndicats, se seraient volontiers dispensés de l'épreuve électorale représentée par les élections municipales.

Pourtant, du temps des premières illusions et des grandes réformes décentralisatrices, Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur et notable du PS, avait peaufiné une loi électorale qui semblait devoir permettre au PS d'affronter avec un esprit serein cette bataille (3). Mais, depuis, avec les effets de la politique gouvernementale, le climat avait viré au pessimisme. Les élections cantonales partielles de mars 1982 avaient montré qu'une fraction de l'électorat ouvrier, rebutée par cette politique et déçue dans ses attentes et ses espoirs, se réfugiait dans l'abstention. D'où une remontée électorale de la droite. Il était clair que la politique du gouvernement, depuis juin 1982, placée sous le signe de la « rigueur », ne pouvait qu'avoir amplifié ce phénomène, ce que confirmaient les sondages effectués avant les élections municipales, dont la direction du PS disposait en priorité.

C'est pourquoi, dans un premier temps, celle-ci s'est efforcée de minimiser l'importance politique des élections muni-

cipales, expliquant que le gouvernement n'était pas en cause dans des élections locales, que sa politique avait besoin de la durée pour porter ses fruits, et qu'il convenait de laisser à ces consultations électorales leur caractère local spécifique. Arguments absolument sans portée, quand on sait que ces élections municipales constituaient les premières élections générales près de deux ans après le 10 mai 1981. Il était clair pour tout le monde qu'elles allaient représenter un test décisif pour la politique gouvernementale.

D'ailleurs, très vite, la droite a réduit en poussière cette pseudo-argumentation en engageant une campagne électorale très offensive et très politique. Sur le thè-

me général de « l'échec du socialisme », il s'agissait pour elle de brandir l'étendard de la revanche et de la reconquête du pouvoir. « Ville par ville, nous allons reconquérir la France », affirmait dans toutes les rues du pays un panneau publicitaire du Rassemblement pour la République (RPR), le parti de Jacques Chirac. Ce dernier, lors du lancement de la campagne, avait tracé les grandes lignes d'un programme « à la Reagan » : remise en cause de tous les acquis depuis le 10 mai, dénationalisation de toutes les grandes entreprises, licenciement de fonctionnaires, etc.

Face à cette offensive en force de la droite, le PS et le PCF ne purent se contenter de leurs slogans initiaux à l'ici les élections législatives de 1986. Il n'empêche que la gravité des mesures prises, qui heurtent de front les aspirations des travailleurs pourtant reconfirmées lors des élections municipales, peuvent laisser penser que c'est d'ici là que les jeux se décideront. Cette question va être au cœur des débats du Parti socialiste, dans le cadre de la préparation de son prochain congrès, prévu pour l'automne. Au dernier Comité directeur, le thème de l'échec possible de l'expérience engagée est venu troubler, pour la première fois, une sérénité qui, jusque-là, faisait recette. Non seulement une partie du PS ne croit pas à la réussite du plan Delors, mais beaucoup de militants et de dirigeants commencent à s'interroger publiquement sur une faillite possible de l'expérience née de la victoire de la gauche le 10 mai 1981.

Lionel Jospin, Premier secrétaire du PS, a, pour décrire la situation de la gauche, usé de l'image de l'état. « Nous sommes pris en état », a-t-il déclaré, « entre la nécessité de réussir sur le terrain économique en préservant les équilibres, et la nécessité de réussir sur le plan social pour réussir sur le plan politique. (2) » Contradiction effective, voire mortelle, d'une politique de collaboration de classes. Politique dont l'ambition de « réussite économique » se définit en fonction du respect des critères capitalistes, et dont la prétention à la « réussite sociale » supposerait la volonté de satisfaire les revendications des travailleurs.

C'est donc bien un état que, progressivement, le gouvernement resserre sur lui-même. ■

1. Le 4 octobre 1981 avait lieu un premier réajustement des parités des monnaies du système monétaire européen (SME) provoquant une réévaluation de 5,5 % du mark allemand et une dévaluation de 3 % du franc. Lors du second réajustement du SME, effectué le 12 juin 1982, la réévaluation du mark allemand fut de 4,25 % et la dévaluation du franc de 5,75 %. Enfin, le troisième réajustement, intervenu le 21 mars dernier, s'est traduit par une dévaluation de 2,5 % du franc français et de la lire italienne, et par une réévaluation de 5,5 % du mark allemand, de 3,5 % du florin néerlandais, de 2,5 % de la couronne danoise, et de 1,5 % du franc belge.

2. *Libération*, Paris, 28 mars 1983.

3. Pour les villes de plus de 3 500 habitants, la nouvelle loi électorale maintient pour l'essentiel le principe du scrutin majoritaire

de liste à deux tours. Une liste est en effet assurée d'emporter plus des trois quarts des sièges si elle est majoritaire au premier tour, et au moins environ trois quarts des sièges si elle est majoritaire au second tour. Une « pincée de proportionnelle » a été introduite : la moitié des sièges est partagée entre les listes en présence. Mais toutes les précautions ont été prises pour empêcher au maximum les petites listes d'avoir des élus. Une barre de 5 % de voix exprimées a été établie comme minimum pour pouvoir accéder au « partage » des sièges. En cas de second tour, les listes ayant obtenu moins de 5 % sont éliminées, celles qui, au 1er tour, ont obtenu entre 5 et 10 % des suffrages peuvent s'apparenter à une des listes présentes au second tour. Seules les listes ayant obtenu plus de 10 % des suffrages exprimés peuvent se maintenir au second tour.

« l'eau de rose » (du type « Paris Quilès-Paris tendresse »), mais durent accepter tardivement, à reculons, la signification essentiellement politique de ces élections. Ils terminèrent donc la campagne, surtout en ce qui concerne le PCF, autour du thème traditionnel d'« union de la gauche pour battre la droite ». Et les dirigeants évoquèrent le « bilan positif » du gouvernement et la menace du retour de la droite pour combattre, au sein de l'électorat ouvrier, la tentation de l'abstention.

### UNE SANCTION ET UN AVERTISSEMENT

Les résultats du premier tour des élections municipales du 6 mars sont venus confirmer, au-delà de toutes les prévisions, les craintes que cette abstention ne provoque un échec de la gauche. Malgré l'inversion de la tendance au second tour, les résultats globaux de ces élections traduisent un échec important pour les grands partis de gauche au gouvernement. Ceux-ci connaissent non seulement un reflux important par rapport à leurs scores lors des présidentielles et des législatives de mai et juin 1981, mais également une régression sensible par rapport à leurs résultats aux municipales antérieures, celles de 1977.

Organisées dans les 36 000 communes de France, ces élections ont, malgré tout, une nature spécifique. Les enjeux politiques nationaux s'y trouvent réfractés en fonction de données spécifiquement locales, de façon très différenciée selon la taille des villes concernées. D'où, en tout état de cause, une situation globalement favorable à la droite. Ainsi, même en 1977, où il y avait eu une très forte poussée de la gauche, la droite restait malgré tout largement majoritaire en sièges. C'est pourquoi, en ce qui concerne l'appréciation des rapports de forces nationaux entre la droite et la gauche, on ne prend généralement en compte que les villes de plus de 30 000 habitants, là où les questions politiques nationales sont plus directement déterminantes.

Quelle que soit la difficulté à donner une évaluation rigoureuse et définitive du rapport de forces national entre la gauche et la droite à l'occasion de ces municipales, il est incontestable que la gauche a été mise en minorité. Dans le *Monde* du 17 mars 1983, Jérôme Jaffré, spécialiste des questions électorales, proposait d'estimer à environ 5 % le recul de la gauche par rapport à la victoire présidentielle. Ce qui donnerait un rapport gauche-droite de l'ordre de 47 %-53 %... Cette extrapolation fournit une indication très approximative de ce qu'a été le recul de la gauche. Mais, quoi qu'il en soit, ce recul est incontestable.

Ainsi, en ce qui concerne les villes de plus de 30 000 habitants, la gauche en perd 30, dont de très grandes villes comme Nantes, Brest, Saint-Etienne, et des villes enracinées à gauche depuis très longtemps, comme Grenoble, Nîmes, Béziers. Ces pertes donnent la mesure du reflux de la gauche et, en même temps, de ses limites. En 1977, c'est une soixantaine



de villes que la droite avait dû céder, et son espoir était d'en reconquérir un nombre analogue.

Qu'est-ce qui explique ce recul ? Tout d'abord, une offensive vigoureuse de la droite, qui a mobilisé le ban et l'arrière-ban de son électorat. Après avoir, durant près de deux années, fait descendre dans la rue toutes les couches et catégories sociales sensibles à ses arguments, depuis les professions libérales jusqu'aux gros et moyens paysans, en passant par les défenseurs de l'école libre, ses axes d'agitation politique trouvaient un débouché naturel dans les élections municipales : accusée d'être incompétente sur le plan politique, de mener une politique de régression sociale et de menacer les libertés, la gauche devait être mise en minorité. Les leaders de la droite ne dissimulaient pas l'enjeu : minoritaire à ces élections, la gauche serait déclarée « illégitime », et le terrain serait libre pour préparer son renversement.

En outre, il apparaît que dans les couches petites-bourgeoises — voire dans certaines fractions de l'électorat populaire — des électeurs qui avaient voté à gauche en 1981 ont, cette fois, viré à droite. Devant l'incapacité des partis ouvriers majoritaires à engager un réel changement, ces éléments peu politisés ont été réceptifs à la démagogie de la droite.

Mais le phénomène déterminant a été la désaffection, au premier tour, sous la forme de l'abstention, d'une partie significative de l'électorat traditionnel du PS, et surtout du PCF. Ceux que l'ancien président de la République, Giscard d'Estaing, a appelé les « déçus du socialisme » sont des travailleurs qui ont assuré la victoire de François Mitterrand et de la majorité PS-PCF mais qui, le 6 mars 1983, ont refusé de se déplacer pour voter une nouvelle fois pour ces partis, et ce, malgré les appels répétés qui leur ont été adressés et une campagne principalement orientée dans leur direction. L'état d'esprit de ces abstentionnistes est facile à interpréter : c'est celui de travailleurs et de travailleuses qui ont le sentiment que, contrairement à ce que disent les dirigeants du PS et du PCF, la politique gouvernementale ne va pas « dans le bon sens » et, plus profondément, qu'il n'est

pas admissible qu'un gouvernement de gauche prenne des mesures que les travailleurs et leurs organisations avaient refusées lorsqu'elles étaient mises en œuvre par un gouvernement de droite.

Simple manifestation de grogne ou volonté de faire entendre son mécontentement, cette forme particulière d'expression politique que représente, dans ces conditions, l'abstention, a constitué le fait politique clé de ces élections. Il s'agissait d'un avertissement clair adressé aux dirigeants du PS et du PCF.

### LE « SURSAUT » DU SECOND TOUR

Cet avertissement s'est traduit, au soir du premier tour, par un échec électoral cuisant pour le PS et le PCF, échec que la droite espérait bien voir se transformer en débâcle au soir du second tour. La logique habituelle de ce genre d'élections, qui voit généralement le second tour confirmer et amplifier le mouvement du premier tour, pouvait le laisser croire. Mais, contre toute attente, une mobilisation, partielle mais réelle, des abstentionnistes du premier tour, est venue inverser la tendance générale.

C'est ainsi que la gauche a pu préserver des villes très menacées, où des ministres socialistes de premier plan étaient en lice : Marseille avec Gaston Defferre, Belfort avec Jean-Pierre Chevènement, Nevers avec Pierre Bérégoz, Clichy avec Jacques Delors... L'écart important que la droite avait creusé au premier tour s'est donc réduit. L'impact politique de ce sursaut électoral de la gauche a été considérable : alors que la droite se préparait à triompher, l'avertissement donné à la gauche au premier tour se retournait contre elle au second. L'électorat ouvrier lui signifiait que, malgré ses désillusions et ses déceptions, il n'était pas prêt à lui laisser développer librement son entreprise de reconquête.

François Mitterrand, dans son discours du 23 mars, a interprété à sa façon ce mouvement, en expliquant qu'après avoir exprimé son « inquiétude », l'électorat lui avait redonné sa « confiance ». L'interprétation est plus qu'abusive, car rien ne permet de penser que l'avertissement du premier tour a été oublié au second. Par contre, ce qui est apparu de manière incontestable à tout le monde, c'est

que, d'une part, par leur politique, le PS et le PCF démobilisent leurs électeurs, et, d'autre part, que seule la volonté de ne pas favoriser les projets de la droite a permis le sursaut du second tour. Une enquête établie sur la base de sondages concluait ainsi son analyse du scrutin : « *Populaire et méfiant, cet électorat qui a volé au secours de la gauche est apparemment plus motivé par son hostilité envers la droite que par son attachement au gouvernement.* (4) »

Ainsi, ce courant abstentionniste constitue un indice remarquable de l'état d'esprit d'une partie de la population laborieuse. Il s'agit, en effet, de travailleurs qui ont manifesté leur volonté de sanctionner le PS et le PCF pour leur politique gouvernementale. Mais cette réaction s'est manifestée sous une forme passive — le refus d'aller voter pour ces partis — et non, du moins à cette étape, en positif, par le geste de voter pour l'extrême-gauche et d'affirmer ainsi un appui à une politique alternative à celle des partis majoritaires (5).

En même temps, ces travailleurs ne sont ni démoralisés ni démobilisés au point de se désintéresser de l'enjeu des élections. Au deuxième tour, pour faire barrage à la droite, ils sont allés voter et ont inversé la tendance du premier tour, donnant ainsi une grande leçon politique que le gouvernement n'était pas décidé à entendre. En effet, après quelques belles paroles sur le thème : « *Nous tiendrons compte de l'avertissement* », ce fut l'annonce du plan d'austérité.

Le plan d'austérité, qui accompagne la troisième dévaluation du franc, engage une rupture dans la politique menée par la gauche depuis l'élection de François Mitterrand.



Lionel Jospin, dirigeant du Parti socialiste, et François Mitterrand. (DR)

Certes, Jacques Delors a pu expliquer que son programme n'était « *pas un changement, mais l'approfondissement de celui de juin 1982* (6) ». A cette époque, en effet, un tournant avait été opéré par le gouvernement qui, à l'occasion des mesures accompagnant la seconde dévaluation du franc, avait engagé une politique placée sous le signe de la « *rigueur* ». Cédant déjà aux pressions des milieux d'affaires internationaux, cette politique suspendait les objectifs jusque-là officiellement visés. Abandonnant la perspective de la relance par la consommation et le combat contre le chômage, le gouvernement se fixait pour priorité la lutte contre l'inflation et la défense du franc, qui s'est traduite par des économies budgétaires et le blocage des salaires.

En ce sens, Jacques Delors a incon-

testablement raison : le plan actuel d'austérité s'inscrit dans l'exacte continuité de la politique de rigueur engagée en juin 1982 (7). Mais les différences sont importantes : non seulement parce que le plan 1983 est beaucoup plus brutal, mais aussi parce qu'il prend une tout autre signification politique.

Cette politique apparaît débarrassée des artifices et des alibis dont prétendait se parer la « *rigueur* » de 1982. Cette dernière se présentait comme une cure provisoire, indispensable pour redresser une situation plus gravement hypothéquée qu'on ne le croyait par l'héritage légué par le régime précédent, situation qui devait être corrigée rapidement si l'on voulait maintenir, sur des bases assainies, le cap d'une politique dont les grandes ambitions devaient rester inchangées.

Aujourd'hui, il ne s'agit plus de tenir ce type de discours, mais bien d'affirmer une orientation d'ensemble qui devrait être tenue jusqu'aux prochaines législatives de 1986.

La conjonction des élections municipales, du remaniement gouvernemental, de la crise monétaire et des négociations auxquelles elle a donné lieu à Bruxelles dans le cadre du réajustement des parités des monnaies du système monétaire européen (SME), ont créé une situation de mini-crise qui a dramatisé les enjeux. Certaines rumeurs ont fait état d'une position, au sein des sphères gouvernementales, préconisant la rupture avec le SME et optant pour un certain protectionnisme. Face à cette orientation, la décision finale de François Mitterrand est apparue

## Les 21,22 et 23 mai, fête commune LO-LCR

Les 21, 22 et 23 mai se tiendra une grande fête organisée unitairement par Lutte ouvrière et la Ligue communiste révolutionnaire. La fête se déroulera à Presles, dans le Val d'Oise, près de Paris, là où se tient chaque année la fête organisée par Lutte ouvrière.

Pour LO et la LCR, il s'agit, au-delà des municipales, de prolonger l'accord unitaire de la campagne, en montrant que, malgré les divergences politiques qui séparent les deux organisations, il est possible de réunir les forces des uns et des autres pour débattre et faire la fête. Ce sont plusieurs dizaines de milliers de participantes et de participants qui sont attendus : militants et sympathisants des deux organisations, travailleuses et travailleurs venus de la France entière.

Plusieurs centaines de stands sont prévus, ainsi que des spectacles, des films, des débats, des meetings... Au nom de la liberté d'expression, toutes les organisations du mouvement ouvrier français et international sont invitées à tenir des stands et à organiser des débats. Certaines organisations d'extrême-gauche et différents mouvements de libération nationale participeront à cette fête.

En ce qui concerne la IVe Internationale, plusieurs sections européennes ont déjà annoncé leur participation : les sections suisse, espagnole, italienne, belge, britannique, etc. *Inprecor* et la IVe Internationale y disposeront aussi d'un stand.

L'entrée est de 28 francs français pour les trois jours. Une crèche et un camping seront organisés sur place. Pour tout renseignements et inscriptions, écrire à la LCR, 2, rue Richard-Lenoir, 93 108 Montreuil.

4. *Libération*, Paris, 30 mars 1983.

5. Sur la plate-forme et les considérants politiques de la liste unitaire LCR-LO, « *La voix des travailleurs contre l'austérité* », voir *Inprecor*, numéro 144, du 28 février 1983.

6. *Le Monde*, Paris, 27-28 mars 1983.

7. Pour une analyse des glissements successifs de la politique gouvernementale d'austérité, voir *Inprecor* numéro 145, du 14 mars 1983, « *Le gouvernement Mitterrand, de l'austérité... à la rigueur* ».

comme un soutien à Jacques Delors, qui dirigeait les négociations de Bruxelles pour la France.

Jacques Delors sort en effet comme le grand vainqueur de cette « crise ». C'est lui qui, depuis toujours, prône une politique d'austérité et qui, pour cela, peut se revendiquer de la confiance des milieux d'affaires français et internationaux. Et il apparaît aujourd'hui comme le véritable vice-Premier ministre du troisième gouvernement de Pierre Mauroy formé le 22 mars dernier.

Incontestablement, Jacques Delors se trouve au cœur de ce nouveau gouvernement, dont toute la politique est organisée autour du plan d'austérité. Dans son discours du 23 mars, Mitterrand l'a vali-

## Les mesures du plan Delors

- Un emprunt obligatoire égal à 10 % de l'impôt sur le revenu et sur les grandes fortunes (estimé à 20 milliards de francs).
- Des mesures visant au rétablissement de l'équilibre de la Sécurité sociale par :
  - un prélèvement de 1 % institué sur l'ensemble des revenus imposables (soit entre 9 et 11 milliards de francs),
  - un programme supplémentaire d'économies de 4 milliards de francs,
  - un impôt supplémentaire sur les alcools et les tabacs,
  - l'établissement d'un « forfait hôtelier » à la charge des personnes hospitalisées (ces deux dernières mesures devraient rapporter 13 milliards de francs),
- Des économies budgétaires de l'ordre de 15 milliards de francs, afin de maintenir le déficit du budget de l'Etat à 3 % du produit intérieur brut (PIB) en 1983 et 1984.
- Réduction du déficit des grandes entreprises nationales (soit 7 milliards d'économie). Pèvement des tarifs publics (gaz, électricité, téléphone, SNCF).
- Economie sur les budgets des collectivités locales et les grands travaux (4 milliards de francs).
- Hausse de la fiscalité sur les produits pétroliers (5 milliards de francs).
- Encadrement des dépenses des touristes français à l'étranger (2 000 francs par adulte et par a.n., et 1 000 francs par enfant, plus 1 000 francs par personne pour chaque voyage). Les négociations menées avec les responsables des agences de voyage ont d'ores et déjà diminué l'impact de cette mesure pour les touristes utilisant les services de ces agences.



Le gouvernement Mauroy-III, de la rigueur à l'austérité. (DR)

sée, en donnant pour objectif premier non plus la lutte contre le chômage, mais le combat contre l'inflation et l'effort pour surmonter le déficit du commerce extérieur.

On est évidemment très loin de « l'avertissement des municipales ». A ce propos, le Monde du 24 mars précisait : « Toutes ces indications montrent clairement que l'avertissement, sinon des élections municipales, du moins du "psychodrame" de Bruxelles, a été entendu : il faut redresser la balance commerciale, diminuer les déficits sociaux, freiner encore l'inflation et, si possible, redonner confiance aux entreprises, surtout les petites et moyennes entreprises (PME), le tout sans soulever la réaction violente des syndicats ni la défiance du patronat ! »

### ANATOMIE D'UN PLAN D'AUSTÉRITÉ

Le plan Delors vise à opérer une ponction de 65 milliards de francs sur la demande globale, soit 2 % du produit national brut (cf. encadré). Pour parvenir à cet objectif, qui suppose de restreindre considérablement les dépenses, le gouvernement utilise l'arsenal classique des politiques déflationnistes : augmentation des impôts, création de nouvelles taxes, épargne forcée, augmentation des tarifs publics et des prix des produits pétroliers, économies budgétaires et restrictions des dépenses en matière de santé.

L'effort imposé est très important. Ainsi, les mesures adoptées (incluant un emprunt forcé) représentent une augmentation de 25 milliards de francs de l'impôt sur le revenu, soit un alourdissement de 13 % de la fiscalité directe. Cet effort va essentiellement porter sur les ménages, qui subissent une ponction supplémentaire de l'ordre de 37 milliards de francs sur leur revenu disponible.

Le fait que ces mesures, préparées de longue date, soient prises officiellement au lendemain de la crise monétaire, est une arme à double tranchant. Pour Jacques Delors, il s'agit de frapper un grand coup. Une mesure aussi spectaculaire et inefficace que le contrôle des changes pour les touristes français se rendant en vacances à l'étranger semble avoir pour fonction principale d'amplifier le choc. Il s'agit de faire comprendre à la population que le temps des illusions est fini et qu'au moment où tous les gouvernements capitalistes mènent des politiques d'austérité, il n'est pas question pour la France de se distinguer.

Mais, opérée dans ces conditions et aussi brutalement, une telle rupture dans le discours officiel du gouvernement se soldera par un prix politique à payer d'autant plus élevé qu'elle survient au lendemain même des élections municipales. Et cela, après que les dirigeants du PS et du PCF, ainsi que le chef du gouverne-

ment lui-même, aient juré qu'il n'y aurait pas d'aggravation de la rigueur ! Et après l'engagement à tenir compte de l'avertissement donné par le résultat des élections municipales. Dans ces conditions, le plan d'austérité prend ouvertement l'aspect d'un reniement pur et simple des promesses faites auparavant.

François Mitterrand, en supervisant le remaniement ministériel et en solennisant son intervention à la télévision, s'est efforcé d'amortir les effets de cette rupture politique. Tout en justifiant la nouvelle orientation politique, il a voulu replacer celle-ci dans une perspective qui serait celle de la continuité. D'où les changements limités dans la composition du gouvernement, le maintien de Pierre Mauroy au poste de Premier ministre et de la participation du PCF au gouvernement.

L'habileté politique du pouvoir consiste à laisser entendre qu'en passant du gouvernement Mauroy-I au gouvernement Mauroy III, du « changement » à l'« austérité », c'est une même politique qui se poursuit, avec presque les mêmes hommes... Il reste qu'elle ne sera sans doute pas suffisante pour calmer les remous provoqués par la décision de mettre en œuvre, de façon brutale et cynique, un plan d'austérité qui n'a rien à envier ni à ses prédécesseurs, ni à ses frères jumeaux des autres pays.

L'inconnue demeure évidemment, dans ces conditions, la réaction des travailleurs. En adoptant explicitement l'orientation préconisée de longue date par Jacques Delors, François Mitterrand et Pierre Mauroy se sont donnés tort à eux-mêmes et ont invalidé leurs propres arguments. A quoi bon avoir dénoncé l'héritage désastreux du régime giscardien en matière d'affaiblissement de l'industrie et de développement du chômage, si c'est pour reprendre aujourd'hui à son compte les mêmes objectifs économiques : la défense du franc, la lutte contre l'inflation et le déficit du commerce extérieur ? Et à quoi bon s'être réclamés d'une « autre logique économique » que celle des capitalistes si c'est pour justifier les difficultés rencontrées, expliquer l'hostilité des milieux financiers internationaux et appeler les travailleurs à la patience, au calme et à l'effort, si c'est pour infliger, aujourd'hui, une austérité sans précédent aux travailleurs, au nom des contraintes de l'économie capitaliste mondiale, de la place de la France dans le cadre de ses alliances et des exigences qui en découlent ?

Durant vingt-deux mois, Pierre Mauroy s'est efforcé, devant les travailleurs, d'harmoniser le lyrisme du verbe, sous le signe du changement à venir, avec le prosaïsme d'une gestion capitaliste de la crise, toute en rigueur. Avec un plan d'austérité qui ne tolère ni nuance ni fausse note, un tel équilibre n'est plus tenable. D'autant qu'à présent, loin de l'« état de grâce », c'est sous l'effet conjugué du double choc des municipales et de la mise en œuvre du plan Delors qu'il va falloir affronter la zone des tempêtes. ■

Francis SITEL  
13 avril 1983.

## L'intervention de la LCR

Estimant que les élections municipales allaient constituer l'échéance centrale du début d'année, la LCR a jeté toutes ses forces dans cette bataille. Pour elle, il s'agissait de mener une campagne politique nationale autour de trois thèmes indissociables : le refus de la politique d'austérité du gouvernement, la volonté de s'opposer au retour de la droite, et l'exigence d'une politique au service des travailleurs. Il s'agissait, par là, de défendre devant les travailleurs une réelle perspective de changement, s'opposant au chantage du PS et du PCF sur le mode : « Soutenez la politique du gouvernement ou vous faites le jeu de la droite. »

Un accord national avait été conclu avec l'organisation trotskyste Lutte ouvrière (LO) pour présenter, dans 80 villes, des listes unitaires intitulées « La voix des travailleurs contre l'austérité ». Outre les militantes et les militants de la LCR et de LO, ces listes incluaient des sympathisants des deux organisations, des militants syndicalistes et, dans quelques villes, des militants du PSU et des « communistes critiques », soit, au total, plus de 4 000 candidats.

C'est une campagne extrêmement dynamique qui a été menée. Elle a permis de réunir plus de 15 000 personnes dans les différents meetings tenus dans toute la France par Alain Krivine, sans compter les 5 000 participants au meeting central parisien. Signe de l'écho rencontré par cette campagne : la réussite de la souscription d'un million de francs lancée pour financer les activités de la LCR durant cette campagne.

Les très bons résultats électoraux obtenus par l'extrême gauche aux municipales de 1977 pouvaient laisser espérer des scores aussi significatifs en 1983. Tel ne fut pas le cas. Avec une moyenne nationale légèrement supérieure à 2 %, et dans une situation générale de recul de la gauche, on retrouve les scores habituels de l'extrême gauche (ceux réalisés, au total, par Alain Krivine et Arlette Laguiller en 1974, par exemple). Bien sûr, des inégalités très grandes selon les villes et les quartiers ont été enregistrées, les listes LO-LCR obtenant leurs meilleurs scores dans les quartiers ouvriers. Ceux-ci ont d'ailleurs permis d'avoir deux camarades de la LCR élus conseillers municipaux, à Saint-Etienne-du-Rouvray, dans la banlieue de Rouen, et à Cenon, dans la banlieue de Bordeaux. Dans 33 villes, les listes « La voix des travailleurs contre l'austérité » recueillent plus de 3 % des suffrages exprimés, dans 14 d'entre elles, plus de 4 %, et dans 7 villes, plus de 5 %.

Au deuxième tour, à la différence de LO, la LCR s'est battue pour le vote PS-PCF, afin de battre la droite.

La campagne et les scores électoraux témoignent à la fois de l'audience gagnée par l'extrême gauche et des limites qu'elle a trouvées dans sa traduction électorale, au vu de la situation actuelle. Incontestablement, les thèmes défendus par la LCR correspondent aux préoccupations d'une fraction significative des travailleurs. Mais nombre d'entre eux n'ont pas voulu, cette fois, franchir le pas qui consiste à voter pour les organisations révolutionnaires. Soit ils se sont abstenus au premier tour, soit ils ont voté, « sans illusions », pour les listes du PS et du PCF, afin de faire barrage à la droite.

Une évolution qualitativement différente aurait supposé une maturation plus avancée de la situation politique et, surtout, l'expérience de conflits de classes qui restent à venir. Certes, un certain nombre de batailles ont été menées, pour le remboursement de l'avortement par la sécurité sociale, pour la défense des clauses d'indexation des salaires sur les prix et, surtout, avec les grèves de l'automobile, pour la défense du salaire et des conditions de travail. La LCR a participé activement à toutes ces batailles. Mais celles-ci ne se sont pas retranscrites directement dans le débat politique des municipales, qui abordait des questions plus générales : l'austérité est-elle inévitable ? Le gouvernement pourrait-il agir autrement qu'il le fait ? Que proposent les révolutionnaires ?

A présent, ces discussions vont se concrétiser dans la bataille générale qui s'engage avec le nouveau plan d'austérité du gouvernement. Au moment où tous les acquis sont brutalement remis en question en matière de pouvoir d'achat, de sécurité sociale, de budgets sociaux, toutes les organisations ouvrières sont confrontées à la question que vont poser les travailleurs : faut-il accepter l'austérité ?

La LCR, par sa campagne électorale, a annoncé la couleur : c'est celle du refus des mesures d'austérité. Le PS et le PCF n'ont pas été portés au pouvoir par les travailleurs pour mener cette politique anti-ouvrière. Et c'est aux travailleurs eux-mêmes de le leur rappeler, en organisant la riposte indispensable : par l'expression de leur mécontentement et de leur volonté, sous toutes les formes possibles (motions, pétitions, adresses), par la préparation, dans les syndicats et les entreprises, d'une grève unitaire interprofessionnelle d'avertissement, et par toutes les actions de lutte qui permettent de défendre salaires et acquis.

La LCR participera, à l'occasion du 1er Mai, à la manifestation unitaire des syndicats — la première du genre depuis 1979 — avec son propre cortège et ses mots d'ordre. Elle appellera ses militants syndiqués à rejoindre les cortèges de leurs centrales syndicales. ■

## La trajectoire de la révolution sandiniste face à l'escalade impérialiste

L'IMPERIALISME américain accentue sa pression militaire en Amérique centrale. L'accroissement de l'aide militaire US à la dictature salvadorienne (86 millions de dollars pour 1983) n'a pas réussi à donner de résultats décisifs sur le champ de bataille. La guérilla du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) fait toujours preuve d'une capacité importante à prendre des initiatives militaires, et l'administration Reagan s'enfonce vers une intervention encore plus résolue aux côtés des dictatures centro-américaines.

Dès avril 1982, le président Ronald Reagan et ses principaux conseillers avaient approuvé, à cet égard, un programme d'activités destiné à prévenir « la prolifération d'Etats sur le modèle cubain » en Amérique centrale. La presse américaine a rendu publics des extraits d'un document du Conseil national de sécurité résumant les décisions de cette réunion. Selon ce texte, les responsables américains sont parvenus à la conclusion que les Etats-Unis avaient « un intérêt vital à ne pas permettre la prolifération d'Etats sur le modèle cubain, qui fourniraient des plate-formes pour la subversion, compromettant l'accès de voies maritimes vitales et faisant peser une menace militaire directe à nos frontières ou près d'elles ». Les éléments

fondamentaux de ce programme consistent à empêcher le gouvernement nicaraguayen « d'exporter la révolution » au Salvador et à soutenir les éléments pro-américains au Salvador et au Guatemala. Ainsi, l'*International Herald Tribune* du 3 avril 1983 rapporte que « le Conseil a exprimé son approbation au coup d'Etat militaire qui a renversé un gouvernement élu au Guatemala ». D'après le mémorandum de l'administration Reagan, le coup d'Etat du général Rios Montt a effectivement donné aux USA « de nouvelles possibilités qui amélioreront les relations avec ce pays ». Les responsables américains ont également discuté de la nécessité « d'efforts concertés pour accroître les frictions entre les groupes de guérilla et ceux qui les soutiennent » au Salvador.

Des actions clandestines de pression sur le gouvernement du Nicaragua constituent l'axe du programme, et le document précise effectivement que le gouvernement du Nicaragua est « sous une pression croissante du fait de nos efforts clandestins ». Parallèlement, une pression économique et publique sur Cuba est proposée, qui prévoit d'utiliser « la communauté cubaine internationale pour porter le message », et de « resserrer l'embargo économique ».

Daniel JEBRAC

Pour l'heure, Ronald Reagan s'est engagé dans une agression quasi ouverte contre le Nicaragua. Nombreux sont les témoignages qui illustrent le rôle des conseillers américains dans l'organisation des opérations militaires menées par les anciens gardes somozistes à partir de la frontière hondurienne. La révélation récente de l'installation prochaine au Honduras d'une station radar américaine capable de contrôler le trafic aérien de toute la région a apporté une nouvelle pièce de poids au dossier de l'intervention nord-américaine en Amérique centrale (1).

L'administration Reagan semble pressée par le temps. Au Salvador, le succès relatif que pouvait représenter pour Washington la tenue des élections de mars 1982 a été neutralisé en grande partie par le poids de l'extrême droite dans l'Assemblée qui en est issue. Les divisions au sein du gouvernement et dans l'armée s'en sont trouvées accrues. La crise de direction bourgeoise de la dictature reste donc entière. Les Etats-Unis craignent même de plus en plus une décomposition possible de l'armée et du régime salvadoriens, à l'image de ce qui s'est passé pour la garde somoziste nicaraguayenne en 1979. Aussi, les élections présidentielles prévues pour la fin de l'année ne pourraient atteindre leur objectif de restructuration de la direction dictatorial et d'amélioration de l'image internationale du régime salvadorien que si elles coïncident avec une nette transformation de la situation militaire en faveur des forces armées de la dictature.

C'est en partie dans cette perspective que les Etats-Unis ont besoin aujourd'hui d'internationaliser encore davantage leur intervention dans la région. En frappant le Nicaragua, ils prétendent tarir la source même de l'aide militaire dont bénéficie le FMLN du Salvador et isoler ainsi la révolution salvadorienne pour mieux la combattre. Mais, si l'impérialisme américain cherche à créer les meilleures conditions qui soient pour infliger de sérieux revers militaires aux forces du FMLN avant les élections de la fin 1983, son objectif est aussi de porter des coups à la révolution nicaraguayenne.

### L'ESCALADE MILITAIRE IMPÉRIALISTE

La pression militaire imposée par les USA sur le Nicaragua, par alliés somozistes interposés, entend contribuer, en imposant un effort de dépenses militaires extrêmement coûteux, à freiner la reconstruction économique du pays. S'il ne peut aller immédiatement jusqu'à des actions visant au renversement pur et simple du pouvoir sandiniste, l'impérialisme américain est intéressé à voir la légitimité du gouvernement de Managua sérieusement contestée et entamée. Cette œuvre de déstabilisation impérialiste ne recule évidemment devant aucun moyen, et les Etats-Unis s'entourent logiquement des opposants à la révolution sandiniste les plus déterminés, les ex-gardes somozistes basés au Honduras.

C'est pourquoi les incursions militaires lancées ces dernières semaines depuis

le Honduras, les déclarations de l'état-major contre-révolutionnaire du Front démocratique nicaraguayen (FDN), selon lesquelles il aurait établi des positions militaires dans trois des quatorze départements que compte le pays, et les projets encore vagues de proclamation d'un gouvernement provisoire, ne sont pas à prendre à la légère. Si ces objectifs étaient atteints, ils donneraient, à défaut d'une victoire totale, de nouvelles cartes au jeu impérialiste et des contre-parties précieuses pour un marchandage généralisé dans la région. Car l'impérialisme US n'écarte pas forcément la perspective de « négociations », sur la base d'un rapport de forces militaire qui lui soit plus favorable.

En ce sens, on peut dire que l'impérialisme américain cherche toujours à créer les conditions d'une discussion politique globale sur la région, dont la nécessité avait déjà été évoquée le 21 février 1982 par le président mexicain Lopez Portillo dans son Appel de Managua. Il proposait alors un plan de paix d'ensemble visant à résoudre, « par des canaux séparés mais convergents », trois types de conflits : celui du Nicaragua, celui du Salvador, et celui des rapports entre les Etats-Unis et Cuba (2) ... Il apparaît évident qu'une telle position peut gêner, sur le plan diplomatique, l'initiative militaire américaine en Amérique centrale. Mais elle cherche en même temps, à plus long terme, à placer des gouvernements com-

1. *Inprecor* numéro 147 du 11 avril 1983.

2. Résolution du Secrétariat unifié de la IVe Internationale publiée dans *Inprecor* numéro 121 du 22 mars 1982.

me ceux du Mexique, de l'Espagne, ou même de la France, en situation de médiateurs possibles pour une négociation éventuelle.

Cependant, dans l'immédiat, de telles prises de positions contribuent, sur le plan diplomatique, à l'isolement de la politique d'agression américaine, et ce processus s'est confirmé surtout depuis la guerre des Malouines au printemps 1982. Le Nicaragua sandiniste a été élu au Conseil de sécurité des Nations-Unies. Des pays comme le Venezuela ou la Colombie, qui étaient parmi les meilleurs alliés des USA dans la région, ont quelque peu infléchi leur politique. Lors d'une rencontre au sommet tenue dans l'île panaméenne de Contadora en janvier dernier, le Mexique, la Colombie, le Venezuela et le Panama ont adopté une position commune réclamant que les conflits centro-américains soient dissociés de l'affrontement entre les Etats-Unis et l'Union soviétique pour faire l'objet d'une solution négociée. Lors du débat au Conseil de sécurité de l'ONU sur l'invasion de commandos somozistes au Nicaragua, des alliés des Etats-Unis, comme les Pays-Bas, le Pakistan ou l'Espagne, ont été jusqu'à mettre en doute la version américaine des faits. Seuls le Honduras et le Salvador — qui ne sont pas membres du Conseil de sécurité — ont manifesté un soutien sans failles à la politique des USA. Des couches de plus en plus importantes de la population des Etats-Unis s'opposent aussi au glissement progressif de la politique de Ronald Reagan vers une intervention directe en Amérique centrale. Au sein même de la bourgeoisie américaine et du Congrès, des voix s'élèvent contre les risques de guerre régionale et l'orientation politique et militaire actuelle de l'administration Reagan. Cette dernière arrive même à incommoder quelque peu certains des alliés de l'impérialisme US. Alvaro Jerez, porte-parole de l'Alliance révolutionnaire démocratique (ARDE), organisation nicaraguayenne anti-sandiniste composée d'éléments de l'ancienne bourgeoisie anti-somoziste repliés au Costa Rica, déclarait récemment à ce propos que

« si l'administration Reagan veut démocratiser le Nicaragua et pacifier la région, ce n'est pas la bonne manière de s'y prendre (3) ». Ce secteur craint que les opérations militaires tramées par Washington n'aboutissent en définitive qu'à renforcer la légitimité intérieure et internationale du régime révolutionnaire sandiniste, en mettant à nu le rôle direct de l'impérialisme et des rescapés du somozisme dans l'agression contre le Nicaragua.

### LA TRAJECTOIRE DE LA RÉVOLUTION SANDINISTE

Ces manœuvres militaires impérialistes comportent en effet le risque, pour les USA, de précipiter une nouvelle radicalisation anti-impérialiste au Nicaragua, de rendre totalement irréversible la fracture déjà profonde entre le pouvoir sandiniste et ce qui subsiste de la bourgeoisie locale, de faire basculer définitivement le fragile équilibre de l'« économie mixte » par de



Sandinistes lors des affrontements précédant la chute de Somoza. (DR)

nouvelles sanctions contre les secteurs privés, suspects de collaborer à l'agression.

Jusqu'à présent, en effet, les dirigeants sandinistes ont toujours affirmé leur respect du pluralisme politique et leur attachement à ce qu'il sont eux-mêmes caractérisés de système d'« économie mixte ». Mais, à cet égard, le conflit qui oppose la bourgeoisie et ses alliés au pouvoir révolutionnaire depuis le renversement de Somoza, s'est traduit par une évolution du rapport des forces en faveur du second.

Certes, le pluralisme politique est toujours respecté, dans la mesure où il existe plusieurs formations politiques légales en dehors du Front sandiniste, où il y a un réel pluralisme syndical, où paraissent plusieurs organes de presse.

Mais les éléments représentatifs de la bourgeoisie n'ont cessé de se détacher du pouvoir. Dès le printemps 1980, Alfonso Robelo et Violetta Chamorro ont quitté la Junte de gouvernement constituée lors du renversement de Somoza, pour protester contre la composition du Conseil d'Etat assurant une majorité absolue au courant sandiniste. Arturo Cruz, qui avait pris, avec d'autres, leur relève au sein de la Junte de gouvernement, démissionnait à son tour pour protester contre son manque de pouvoir réel. Nommé ambassadeur aux Etats-Unis, il finissait par désertir définitivement. Le président de la Banque centrale, Alfredo Cesar, après avoir renégoциé la dette extérieure du pays, prenait le chemin de l'exil en mai 1982. En décembre, c'était le successeur de Cruz comme ambassadeur à Washington, qui rompait à son tour avec le régime, sous prétexte d'avoir vu censuré un entretien dans lequel il prenait position pour la levée de l'état d'urgence décrété en septembre 1981, et pour l'organisation d'élections libres. Enfin, Eden Pastora, vice-ministre de l'armée sandiniste, considéré comme proche de l'Internationale socialiste, est passé dans l'opposition dès le

printemps 1982, pour fonder au Costa Rica, avec Alfonso Robelo, l'Alliance révolutionnaire démocratique.

Et aujourd'hui, c'est la hiérarchie ecclésiastique dirigée par l'archevêque de Managua, Miguel Obando y Bravo, qui tente d'occuper le vide laissé par l'exil des principaux représentants bourgeois et agit comme catalyseur de l'opposition interne à la révolution sandiniste. Mais c'est au risque de différenciations sociales et politiques parmi les fidèles, comme l'a montré le récent voyage du Pape à Managua (3).

Quant à l'« économie mixte », elle a évolué dans le sens d'un contrôle accru de l'économie par le pouvoir sandiniste. S'il est vrai que le secteur privé reste largement majoritaire, aussi bien dans l'industrie que dans l'agriculture, il est de plus en plus encadré par un contrôle quasi-total du crédit et du commerce extérieur par le gouvernement. De plus, si le secteur d'Etat ne représente qu'entre 20 % et 30 % de l'activité agricole, il est étroitement lié à un secteur coopératif en constant développement. La grande agriculture privée reste cependant significative dans la production clé du coton. Dans l'industrie, les expropriations successives ont porté le secteur public à plus de 40 % de la production. La bourgeoisie nicaraguayenne a perdu l'essentiel du pouvoir de décision économique.

A chaque épreuve de force avec les secteurs de la bourgeoisie, la direction sandiniste a agi dans le même sens. Elle a soufflé le froid et le chaud, emprisonnant par exemple de hauts responsables de l'organisation patronale (COSEP) à l'automne 1981, et les libérant pour négocier au printemps 1982. Mais les affrontements et les périodes de tension se sont toujours dénoués dans un sens identique : un compromis sur le terrain économique,

mais une affirmation croissante de l'autorité politique et de l'hégémonie du FSNL.

Les dirigeants sandinistes ont d'ailleurs été très clairs sur ce point. Lors du conflit de mars 1980 avec Alfonso Robelo et Violetta Chamorro, ils ont franchement annoncé que les élections n'auraient lieu qu'après la consolidation de la révolution. En désignant elle-même les successeurs de Robelo et Chamorro au sein de la Junte de gouvernement, la direction du Front sandiniste a clairement indiqué que sa propre légitimité se plaçait au-dessus de celle du gouvernement.

Suite à la défection d'Eden Pastora, la direction nationale du FSLN publiait à nouveau une déclaration sans ambiguïté : « Nous jurons de ne pas changer notre hymne, de rester solidaires des peuples opprimés en lutte, de continuer à exercer notre droit souverain, de nous armer pour nous défendre, de ne pas rendre les biens confisqués, de ne pas restituer aux latifundistes les terres récupérées par nos paysans qui les travaillent aujourd'hui, de ne pas mettre un terme au châtement des contre-révolutionnaires et de leurs complices, de ne jamais rendre les banques à leurs anciens propriétaires, de poursuivre nos plans d'éducation, de santé et de logement pour le peuple travailleur ; nous jurons que cette révolution populaire sandiniste, celle des ouvriers, des paysans, des travailleurs et des pauvres ne sera jamais trahie, et que ceux qui nous menacent et nous agressent ne passeront pas. (4) » La même déclaration affirmait la volonté de la direction sandiniste de marcher vers « la construction d'une société sans exploités ni exploités ».

Quinze jours plus tard, dans son discours du 1er Mai, le commandant Tomas Borge reprenait le même thème : « Il y a des travailleurs qui croient que l'ennemi principal de la classe ouvrière est toujours la bourgeoisie. Mais la bourgeoisie en tant que classe a, dans ce pays, été mortellement blessée. Et les mourants n'ont jamais été les pires ennemis. Le principal ennemi de la classe ouvrière, c'est la division de la classe ouvrière. (...) Notre peuple, le peuple travailleur, sait dans quelle direction nous allons ; c'est pourquoi je demande aux ouvriers et aux paysans massivement rassemblés ici : où allons-nous ? Vers le socialisme ! (5) »

La nécessité constante d'assurer l'autodéfense de la révolution face à l'impérialisme pèse terriblement sur la situation économique du pays, impose de nouveaux sacrifices aux travailleurs et aux paysans qui ont déjà souffert de la guerre civile, mais elle impose en même temps un approfondissement de la révolution.

## VERS UNE RADICALISATION

En effet, la lutte contre les menées contre-révolutionnaires tramées sur la frontière hondurienne ou sur celle du Costa Rica draine une grosse part des ressources financières dégagées par le secteur étatisé. Il faut entretenir une armée de près de 40 000 personnes et assumer le coût de la mobilisation de la milice, sans compter le manque à gagner résultant du

## Des chiffres qui comptent

Le 5 février, à Matagalpa, le commandant sandiniste Jaime Wheelock, ministre nicaraguayen de la Réforme agraire, a prononcé, devant plus de 10 000 travailleurs volontaires ayant participé à la récolte du café, un discours rappelant les résultats économiques obtenus par le Nicaragua. Le texte de ce discours a été publié dans *Barricada* du 10 février. Nous en reproduisons quelques extraits ci-dessous.

« Nos exportations, camarades, n'ont pas diminué. La production de café est passée de 50 000 tonnes en 1979 à 70 000 tonnes aujourd'hui. En 1981, nos exportations de viande se sont montées à 21 millions de dollars, et cette année à 31 millions de dollars. Le sucre a passé de 245 000 tonnes à 265 000 tonnes en 1982. Malgré les inondations, nous aurons davantage de coton au Nicaragua. Le volume des exportations de base de l'économie nicaraguayenne — café, sucre, viande et coton — a donc augmenté cette année. Mais leur prix est bien plus bas. Si les impérialistes nous payaient le prix de 1979, le Nicaragua aurait exporté l'équivalent de 740 millions de dollars. Mais pour combien allons-nous exporter, en réalité, cette année ? Nous n'atteindrons pas les 500 millions de dollars. Nous exporterons pour environ 460 millions de dollars. Qui a pris la différence d'au moins 300 millions de dollars ? Demandez-le au gouvernement de Reagan et à sa politique économique. »

En effet, pour le seul café, les 70 000 tonnes de la récolte actuelle vendue au prix de 1979 auraient rapporté 280 millions de dollars. Ils n'en rapporteront que 150 millions au cours actuel. Dans son discours, Jaime Wheelock a aussi rappelé l'augmentation de la production d'aliments de consommation courante, de 10 % pour le maïs, 45 % pour les haricots, 89 % pour le sorgho, et 100 % pour le riz. La comparaison avec le régime de Somoza est aussi édifiante : « En 1977, la meilleure année du régime de Somoza, 384 000 gallons d'huile de cuisine avaient été produits (1 gallon est égal à 3,7 litres). Nous en avons produit 756 000 gallons en 1982. Sous Somoza, 35 000 douzaines d'œufs ont été produites chaque jour. Aujourd'hui nous en produisons 88 000 douzaines par jour. La production de poisson était de 300 000 livres par an. Elle est de 2,5 millions de livres aujourd'hui. Avant la révolution, 14 millions de livres de viande de porc étaient produites. Maintenant, nous en produisons 22 millions de livres. 12 millions de livres de poulet étaient alors produites. Maintenant nous en produisons 23 millions de livres. »

fait qu'une partie de la force de travail est détournée de la production au profit des tâches de défense. D'après les chiffres officiels, la milice a pris part à soixante-dix engagements militaires en 1982.

De son côté, la bourgeoisie, ou ce qui en subsiste, joue la politique du pire. La Banque mondiale elle-même estime que l'investissement privé, qui représentait 80 % de l'investissement total sous Somoza, n'en constituait plus que 10 % au début 1982.

L'analphabetisme a régressé de façon assez spectaculaire. La mortalité infantile également. Le système de santé assure des soins médicaux et dentaires gratuits à ceux qui en ont besoin. La consommation alimentaire globale s'est élevée de 40 % par rapport à l'époque de Somoza, la distribution est cependant défailante. Une enquête de 1982 effectuée à Managua n'enregistre aucune amélioration significative de l'alimentation des pauvres. Les inondations et la sécheresse de 1982 ont porté un grave préjudice aux récoltes.

La chute du prix de certaines matières premières a porté un autre coup à l'économie. Le père Xavier Gorostiaga, directeur de l'Institut économique du Nicaragua, déclarait récemment à un journaliste américain : « Le problème ne vient pas tant du volume de la production que de sa valeur. Il y a deux ans, on vendait le sucre 24 cents la livre. Il est maintenant à 9 cents. Nous avons peut-être perdu 140 millions de dollars en 1982 du seul fait de la détérioration des termes de l'échange, ce qui a réduit le revenu total de nos

importations et freiné notre processus de réformes. (6) »

Autre facteur, l'endettement international, qui dépasse les 2,5 milliards de dollars, continue à augmenter. Or, en 1981, le service de la dette absorbait déjà 28 % des revenus de l'exportation, et les grosses factures commenceront à être présentées par les créanciers en 1985, en vertu des accords sur le rééchelonnement de la dette.

Pour essayer encore plus sûrement d'étrangler la révolution, les Etats-Unis, tout en accentuant leur pression militaire sur le Nicaragua, envisagent de réduire leur quota d'importation de sucre nicaraguayen. C'est en effet ce qu'aurait réclamé le Conseil national de sécurité, sous prétexte que le quota du Nicaragua représente 2,1 % du total des importations de de sucre, alors que celui du « fidèle allié » des USA qu'est le Honduras, n'en représente que 1 %. Un porte-parole de l'ambassade du Nicaragua aux Etats-Unis a aussitôt déclaré que la réduction du quota signifierait une attaque économique visant « à tuer la révolution nicaraguayenne » et représenterait une perte annuelle

4. Déclaration de la Direction nationale du FSLN datée du 16 avril 1982, « année de l'unité devant l'agression », publiée dans *Inprecor* numéro 126 du 17 mai 1982.

5. Des extraits en français du discours de Tomas Borge ont été publiés dans *Rouge*, organe de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) de France, en date du 14 juillet 1982.

6. *The Christian Science Monitor*, 4 avril 1983.

équivalant à 100 millions de francs français pour l'économie du pays (7).

La production industrielle, héritière d'une structure de production archaïque et inadaptée aux besoins sociaux a baissé, d'après les chiffres officiels, de 5,6 % en 1982, contre une baisse de 26 % en 1979, une hausse de 13 % en 1980, et de 2,8 % en 1981. Mais, derrière cette baisse globale, il y a une différence entre le secteur public (Aire de propriété publique, APP), qui a progressé de 4,1 %, alors que le secteur privé, qui représente les deux tiers de la production industrielle, a chuté de 11,7 %.

Cette situation ne peut s'éterniser. Les épreuves de forces militaires peuvent précipiter le dénouement final. En janvier, le commerce de gros pour des produits de base tels que l'huile, la farine ou le savon, a été nationalisé. En janvier également, une mobilisation exceptionnelle de 100 000 travailleurs a permis de sauver la récolte de café, mûrie prématurément et d'atteindre une production record de 140 000 quintaux. En février, une loi sur le logement a été élaborée avec la contribution des Comités de défense sandinistes (CDS). Celle-ci prévoit de distribuer 67 000 logements à leurs locataires et n'envisage l'indemnisation des anciens propriétaires qu'à titre tout à fait exceptionnel (s'ils sont eux-mêmes locataires du logement qu'ils occupent, par exemple).

Toutefois, l'agression militaire contre le Nicaragua, si elle peut démoraliser des secteurs peu combattifs de la population, a, globalement, l'effet contraire. Elle stimule un réflexe d'autodéfense de la révolution et de ses conquêtes. Un reporter américain en atteste en écrivant : « La guerre et les mesures d'austérité ne provoquent pas ici un large mécontentement. En fait, la guerre semble stimuler l'unité nationale. Les Nicaraguayens paraissent dans une large mesure mieux comprendre maintenant que l'an dernier ce que font leurs dirigeants sandinistes... Beaucoup semblent croire à présent que c'est l'intervention américaine qui fait empirer les choses dans leur pays. Cela rend la pénurie de produits relativement moins dure à supporter. (8) »

### L'OPPOSITION BOURGEOISE ET LE DÉBAT SUR LES PARTIS

Du côté de l'opposition nicaraguayenne, le déclenchement de l'escalade militaire contre-révolutionnaire entraîne une polarisation à droite. Les anciens gardes somozistes, qui ne sont plus, en dernière analyse, que les hommes de main de l'impérialisme, donnent le ton et mettent au pied du mur l'ensemble de l'opposition : quand l'affrontement devient armé, il devient inévitable de choisir son camp.

L'invasion du Nicaragua, lancée en mars à partir de la frontière hondurienne, est cependant le fait de la Force démocratique nicaraguayenne (FDN), le principal groupe d'opposition armée. Il est composé presque exclusivement d'anciens gardes nationaux somozistes, basés au Honduras, dirigés par le colonel Enrique Bermudez.



Sur un mur de Managua après la révolution. (DR)

L'Union démocratique nicaraguayenne-Forces armées révolutionnaires nicaraguayennes (UDN-FARN), dirigée par Fernando Chamorro Rappaccioli, basée à San José du Costa Rica, serait maintenant coordonnée au FDN. Elle prétend avoir infiltré environ six cents guérilleros à l'intérieur du pays au cours des huit derniers mois (9).

L'UDN-FARN aurait par ailleurs rompu avec l'Alliance révolutionnaire démocratique (ARDE) d'Alfonso Robelo et Eden Pastora, parce que ces derniers s'opposeraient à la collaboration avec les forces somozistes qu'ils combattaient il y a encore quelques mois. Alors qu'Eden Pastora annonçait à grand bruit, en mars, qu'il s'appropriait à ouvrir un nouveau front militaire au sud contre le régime sandiniste, Robelo déclarait quant à lui que les forces de l'ARDE ne participeraient à aucune action conjointe et qu'il excluait toute invasion à court terme (10). En fait, les dirigeants de l'ARDE préféreraient se constituer en solution de réserve pour d'éventuelles négociations plutôt que de se compromettre irrémédiablement aux côtés des revanchards somozistes. Mais l'espace pour une politique de « troisième force » se réduit à vue d'œil.

Pendant que l'opposition bourgeoise se rangeait de plus en plus dans le camp de la lutte armée contre le régime sandiniste, un symposium convoqué par le Conseil d'Etat s'est tenu en janvier 1983 à Managua, pour discuter du projet de loi sur les partis politiques. La Coordination démocratique « Doctor Ramiro Sacasa Guerrero », qui regroupe les débris de l'opposition bourgeoise, affaiblie depuis l'exil volontaire d'Alfonso Robelo, a refusé de participer à ces discussions en invoquant le manque de liberté d'expression orale et écrite. Par contre, elle a envoyé en tournée en Amérique latine une délégation composée de représentants du COSEP (l'organisation patronale), du Mouvement libéral constitutionnaliste (MLC), du Parti social-démocrate (PSD), de la Centrale des travailleurs nicaraguayens (CNT), et de la Confédération d'unifica-

tion syndicale (CUS), pour exposer ses positions. Une des principales exigences de la Coordination démocratique est que soient organisées des élections libres dès 1984, et non en 1985 comme prévu.

En revanche, les six partis qui constituent le Front patriotique révolutionnaire (FPR) ont participé au symposium : à savoir, outre le FSLN, les deux fractions stalinienne qui constituent le Parti socialiste nicaraguayen (PSN) et le Parti communiste nicaraguayen (PCN), le Mouvement d'action populaire (MAP) d'origine maoïste, le Parti libéral indépendant (PLI) et le Parti populaire social-chrétien (PPSC). La principale critique au projet de loi sur les partis, formulée par le PSN et le PLI, porte sur le rôle dévolu aux partis, qui resterait subordonné aux institutions. Les deux formations réclament que les partis puissent prétendre à la conquête et à l'exercice du pouvoir politique par la conquête d'une majorité électorale. En revanche, le PCN et le MAP, qui ne sont pas représentés au Conseil d'Etat, critiquent le projet comme étant trop libéral. Le premier, qui caractérise la révolution sandiniste de « démocratique bourgeoise », nie toute légitimité aux « partis bourgeois » et exige la nationalisation des moyens de communication. Le second réclame la suppression de toute activité des partis de droite, « parce que la bourgeoisie ne doit avoir aucun droit... »

Le PPSC, qui a rompu avec le parti social-chrétien en raison du rôle de la hiérarchie cléricale dans l'opposition au régime sandiniste, considère le FSLN comme l'avant-garde du processus révolutionnaire et, tout en admettant que les partis po-

7. *International Herald Tribune*, 6 avril 1983.

8. *The Christian Science Monitor*, 4 avril 1983.

9. Les FARN viennent d'annoncer qu'elles poursuivent des discussions avec le FDN pour « essayer d'arriver à une unité d'action dans la lutte ». *Inforpress Centroamericana*, Ciudad Guatemala, 7 avril 1983.

10. *Latin America Weekly Report*, 31 mars 1983.

litiques ont pour finalité la prise du pouvoir, il estime que, dans les conditions actuelles, des élections ne sauraient « remettre en jeu ni le projet ni le processus révolutionnaire ».

Le FSLN, de loin la force hégémonique par rapport aux cinq autres petites formations du Front patriotique révolutionnaire, veut poursuivre ces consultations autour du projet de loi sur les partis politiques, comme autour des modalités de scrutin qui seraient instituées. Cependant, si les premières discussions témoignent de la volonté de respecter un certain pluralisme politique, elles montrent également les limites de son exercice : les élections à venir sont conçues essentiellement comme un mécanisme consultatif. Le résultat électoral restera donc subordonné à la défense de la révolution. Les agressions en cours renforcent le poids de cet argument, tout en faisant apparaître de plus en plus les liens historiques et organiques entre l'opposition bourgeoise et les agresseurs somozistes soutenus par l'impérialisme US. En fait, face à l'agression impérialiste et contre-révolutionnaire, la seule réponse efficace à l'agitation bourgeoise en faveur d'élections immédiates réside dans l'extension des pouvoirs réels exercés par les organes de pouvoir populaire, tels que les Comités de défense sandinistes (CDS) ou les milices.

S'il est vrai que les cinq partenaires du FSLN dans le débat sur le projet de loi des partis politiques sont tous des organisations très minoritaires, il n'en demeure pas moins important que ce débat ait lieu, et qu'il ait lieu publiquement. Alors que la presse occidentale, même dans ses organes les plus « éclairés », est à l'affût des moindres signes d'autoritarisme au Nicaragua, il faut souligner les faits suivants : dans ce pays, les partis bourgeois, même en opposition déclarée au régime, ont droit à une existence légale aussi longtemps qu'ils n'appellent pas à prendre les armes. Ensuite, la présence de partis de gauche, indépendants du FSLN, témoigne du maintien d'une discussion politique. Ces faits constituent à eux seuls une performance démocratique dans un pays soumis au siège militaire et économique de l'impérialisme.

La riposte à l'escalade des agressions impérialistes entraînera nécessairement une nouvelle radicalisation du processus révolutionnaire au Nicaragua, de nouvelles incursions de l'Etat dans le secteur de la propriété privée pour répondre au sabotage et assurer les infrastructures nécessaires à l'effort de défense, et une marginalisation accrue de l'opposition interne en collusion flagrante avec les agresseurs. Mais, en même temps, les dirigeants sandinistes auront à cœur de préserver l'image pluraliste de leur révolution et de ne rien faire qui puisse faciliter le jeu de l'impérialisme dans la région : ils n'ignorent pas qu'à moyen terme, l'avenir de leur révolution est lié à celui de la révolution au Salvador. ■

Daniel JEBRAC  
12 avril 1983.

## L'Assemblée constitutive de la Centrale sandiniste des travailleurs

La Centrale sandiniste des travailleurs (CST) a tenu à Managua, pendant la dernière semaine de février, son Assemblée nationale constitutive, avec la participation de trois cents délégués, représentant les assemblées constitutives départementales qui avaient eu lieu dans tout le pays. La tenue de l'Assemblée nationale s'est traduite notamment par l'adoption de trois documents fondamentaux : les principes de la CST, les tâches générales, et le règlement général. Huit axes de travail ont été définis pour 1983, parmi lesquels la révision des indices salariaux en vigueur, l'amélioration du fonctionnement organisationnel de chaque syndicat, notamment en ce qui concerne la discipline, la productivité du travail et l'incorporation aux tâches de défense.

Avant la tenue de l'Assemblée nationale constitutive, des discussions autour des documents proposés par l'exécutif national ont eu lieu dans chacun des cinq cents syndicats qui forment la CST. Parmi ces documents figure la déclaration de principe de l'Assemblée constitutive de Managua, la plus importante du pays, qui contient les points suivants : 1) la CST et ses syndicats se développent conformément « aux principes du centralisme démocratique, ce qui implique le droit à élire librement ses dirigeants et à les révoquer quand ils manquent à leurs devoirs » ; 2) la discussion collective et la décision par vote majoritaire dans les assemblées générales, les conférences, les réunions de direction et les conseils ; 3) l'application des décisions et la subordination des instances inférieures aux instances supérieures ; 4) la CST et les syndicats qui la composent ne font pas partie de l'appareil d'Etat et ne sont pas davantage des organisations du parti ; 5) le « but de la lutte classiste » est la formation d'une seule centrale syndicale.

De plus, l'Assemblée a adopté huit tâches générales pour 1983. Constatant, d'une part, les « limites organisationnelles et le développement qualitatif que connaît actuellement le mouvement syndical nicaraguayen, parallèle à une croissance quantitative vertigineuse des organisations professionnelles », et, d'autre part, le faible niveau d'incorporation aux tâches de défense, l'Assemblée nationale se propose : 1) de lutter pour la révision de la situation salariale en général ; 2) d'améliorer la capacité de gestion de toute l'organisation syndicale, de la base jusqu'au Conseil national ; 3) l'incorporation massive dans « la bataille pour le quatrième degré », qui prolonge la campagne d'alphabétisation lancée dès 1979 ; 4) de continuer à impulser le mouvement des « travailleurs novateurs (1) » ; 5) d'organiser l'émulation sandiniste pour atteindre de meilleurs niveaux de discipline, de productivité, etc. 6) de lutter pour un plan d'approvisionnement, pour un plan d'auto-construction de logements ; 7) de développer les loisirs, la culture et le sport ; 8) de susciter, avec plus d'énergie, la solidarité des travailleurs nicaraguayens avec les peuples qui luttent pour leur libération définitive.

L'une des questions qui affectent le plus les travailleurs nicaraguayens, et qui a frappé en particulier le secteur des manufactures en raison de la récession économique, c'est celle de l'emploi. Ce fut l'un des thèmes les plus discutés par l'Assemblée nationale de la CST. La conclusion fut la nécessité « d'une révision des projets d'emploi d'urgence » annoncés par la Junte de gouvernement fin 1982. D'après les statistiques connues, 1 100 seulement des 4 600 travailleurs ayant perdu leur emploi dans l'industrie ont trouvé à se reclasser grâce à des projets étatiques. Plus de 100 d'entre eux se sont intégrés dans les programmes de jardinage, 200 dans les programmes d'hygiène du ministère de la Santé, 400 dans les projets de la Junte régionale de Managua (réfection des rues, entretien des bâtiments, etc.). Les 2 000 travailleurs sans emploi du secteur de la construction sont ceux qui rencontrent le plus de difficultés, d'une part parce que les emplois d'urgence dégagés l'étaient en dehors de Managua et, d'autre part, parce que le salaire mensuel proposé était peu attractif. Utilisant leurs indemnités, une bonne partie des chômeurs se sont orientés vers le secteur urbain dit « informel » (marchands ambulants) qui, en dépit de son instabilité, exerce une forte attraction. ■

Infopress Centroamericana  
Ciudad Guatemala, 17 mars 1983.

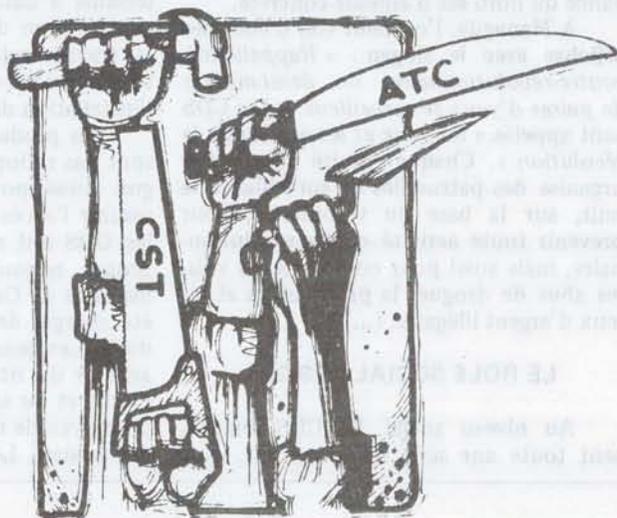
1. L'Etat a impulsé depuis deux ans un processus de recyclage de vieux matériaux dans l'industrie métallurgique pour limiter l'importation de matières premières dans ce domaine et limiter les dépenses de devises. Les « ouvriers novateurs » sont affectés à ce travail de recyclage.

# La mobilisation contre l'impérialisme

LES Comités de défense sandinistes (CDS) constituent la plus importante organisation de masse de la révolution nicaraguayenne. Ils regroupent aujourd'hui environ un demi-million de personnes. Dans la seule ville de Managua, les membres actifs des CDS seraient environ 60 000, soit le dixième de la population de la capitale. Chaque quartier ou chaque petite ville possède son CDS. Ces comités sont centralisés nationalement. A chaque niveau, un comité exécutif de cinq personnes est élu, qui représente les CDS aux réunions de coordination entre comités d'une même région. Ainsi, lorsqu'un quartier de ville tient une réunion, des représentants d'autres CDS y participent. Il existe, enfin, un comité exécutif national des CDS. D'autre part, 9 sièges sur les 47 du Conseil d'Etat ont été attribués à des représentants des CDS.

Le mouvement des CDS trouve son origine dans les Comités de défense civile (CDC) qui existaient durant l'insurrection contre la dictature de Somoza. Les CDC ont participé à l'aide logistique à la lutte armée menée par les troupes du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), en construisant des barricades, en préparant des hôpitaux de fortune, en stockant médicaments et nourriture pour les combattants, en montant la garde dans les quartiers libérés, en distribuant nourriture et matériel de propagande aux guérilleros du FSLN. Les CDC ont constitué en quelque sorte un lien entre le FSLN et les masses populaires des villes et des villages, véritable trait d'union qui s'est renforcé au fur et à mesure que les zones contrôlées par les forces du FSLN s'étendaient au cours des dernières semaines de la lutte contre Somoza.

Après la victoire de l'insurrection, en juillet 1979, les CDC ont été réorganisés et transformés en CDS, auxquels il fut assigné comme tâche principale la défense de la révolution à tous les niveaux, politique, idéologique, économique et même militaire, puisque c'est dans les CDS que le FSLN puise les membres des milices populaires mises en place pour organiser, aux



côtés de l'Armée populaire sandiniste, la défense du pays contre les agressions impérialistes.

Toutefois, la structuration des CDS ne se fit pas sans problèmes, y compris sans certaines formes d'abus de pouvoir de la part de certains dirigeants intermédiaires. Ces problèmes ont été ouvertement débattus et les dirigeants incriminés ont été critiqués par la direction du FSLN. Le commandant Bayardo Arce a adressé, le 7 octobre 1982, une lettre aux Comités de défense sandinistes pour réaffirmer leur rôle et dénoncer certains abus, document qui fut la base d'une discussion au sein des CDS, et que nous reproduisons plus loin en encadré.

Le reportage sur les CDS de Managua, que nous publions ci-dessous, a été réalisé pour *Internationales* du 30 mars 1983, organe du Socialistiska Partiet (Parti socialiste, SP), section suédoise de la IVe Internationale.

Mats TINNERSWALL et Ulf JUNGMAR

« *La soberanía del pueblo ! La lucha sigue !* » (« *La souveraineté du peuple ! La lutte continue !* » )

Ces slogans retentissent au-delà des murs du centre communautaire construit dernièrement dans le quartier Carlos Fonseca Amador, site urbain récemment créé à la périphérie de Managua et qu'on a appelé du nom du dirigeant sandiniste mort au combat (1). Chaque vendredi, les Comités de défense sandinistes (CDS) de la zone y tiennent une réunion. Des représentants de chaque CDS de la ville y assistent, au total entre 60 et 70 personnes. La réunion commence avec l'hymne national. Une minute de silence est ensuite observée en mémoire des quatre personnes du quartier qui ont été tuées récemment lors d'affrontements avec les contre-révolutionnaires à la frontière avec le Honduras. Les noms de ces quatre personnes sont lus, un à un, et après chaque nom, l'assistance crie : « *Presente !* ».

Les participants à la réunion sont assis sur des bancs le long des murs. Le coordinateur local des CDS préside la réunion. Dans son intervention, il parle de la nécessité de défendre la révolution, de

rendre coup pour coup à l'impérialisme. La moitié environ des participants sont des femmes. Quelques enfants jouent sur le sol.

Ce soir-là, il y a quelques points importants à débattre. Tout d'abord, le problème de l'école. Selon la loi sur l'éducation obligatoire, 1 200 enfants devraient être scolarisés dans le quartier, mais le seul bâtiment disponible ne pourrait tout au plus en contenir que quelques centaines. L'Etat n'a pas les moyens économiques de construire une école, mais peut apporter son aide sous la forme de matériaux de construction, si la population locale assure elle-même le travail. Le comité d'école en appelle à chacun pour qu'il se porte volontaire pour ce travail.

## LES NÉCESSITÉS DE LA DÉFENSE

La réunion est interrompue par un camion qui remonte la rue en face du centre communautaire. Un haut-parleur diffuse des mots d'ordre contre l'impérialisme américain. Quelques jeunes gens assis à l'arrière du camion y répondent. Ils se sont engagés dans les réserves de l'armée et se rendent à la frontière nord du pays.

Le dernier point à l'ordre du jour de la réunion des CDS a justement trait à la milice. Un couple de recruteurs fait un

discours enflammé pour expliquer que tous ceux qui le peuvent doivent rejoindre la milice. La question est ensuite posée : combien, parmi les présents, ne peuvent pas s'enrôler dans la milice ? Une seule main se lève. Beaucoup de personnes se sont inscrites pour participer à la milice. Mais, après deux heures de discussion, les visages sont tirés par la fatigue, et les enfants sont allés se coucher. La réunion prend fin aux accents d'un chant révolutionnaire.

La zone urbaine Carlos Fonseca est vieille d'un an seulement. La plupart des gens qui y vivent ont perdu leurs anciennes habitations lors des inondations qui ont ravagé le pays au printemps 1982. Ils font montre d'un grand enthousiasme pour développer leur agglomération et d'une détermination immense pour défen-

1. Carlos Fonseca Amador est né en juin 1936. Il prend part très jeune à la lutte contre la dictature. En 1959, après avoir été exilé, il participe à la guérilla d'El Chaparral, où il est gravement blessé. Deux ans plus tard, il fonde le Front sandiniste de libération nationale (FSLN). Les années suivantes, il militera dans la clandestinité, ce qui lui vaudra la détention, la torture, puis l'expulsion du Nicaragua. Il y reviendra clandestinement à plusieurs reprises, jusqu'à ce qu'il tombe au combat dans la région montagneuse de Zinica, le 8 novembre 1976.

dre la révolution. Les CDS sont effectivement les instruments politiques au travers desquels le peuple participe à la construction d'un nouveau Nicaragua. La tâche principale est, aujourd'hui, de répondre à tous les coups de la contre-révolution et de l'impérialisme. La menace en provenance du nord est d'ailleurs concrète.

A Managua, l'on peut voir d'énormes affiches avec le slogan : « *Rappelle-toi, contre-révolutionnaire, un demi-million de paires d'yeux te surveillent.* » Les CDS sont appelés « *les yeux et les oreilles de la révolution* ». Chaque comité de quartier organise des patrouilles de surveillance la nuit, sur la base du volontariat, pour prévenir toute activité contre-révolutionnaire, mais aussi pour combattre les vols, les abus de drogue, la prostitution et les jeux d'argent illégaux. (...)

### LE ROLE SOCIAL DES CDS

Au niveau social, les CDS remplissent toute une série de fonctions : leurs

membres prennent part aux campagnes de vaccination de masse contre la poliomyélite ou d'autres maladies, et à l'éducation des adultes, qui est très importante pour assurer le suivi de la campagne d'alphabetisation déjà entreprise. Les CDS participent aussi à la distribution des nouveaux terrains à bâtir pour les programmes de construction de logements. Ils organisent le travail volontaire pour la construction des écoles, la réfection des routes et l'installation de l'électricité et de l'eau.

Les produits de première nécessité ne sont pas rationnés aujourd'hui au Nicaragua. Aussi, pour bloquer la spéculation et assurer l'accès pour tous à ces produits, les CDS ont commencé à organiser leur propre réseau de distribution. Dans la banlieue de Carlos Fonseca, une famille a été chargée de la distribution de ces produits. Les gens des environs peuvent venir acheter du riz, des haricots, du maïs, de l'huile et du savon à bas prix. C'est aussi un moyen de maintenir le pouvoir d'achat des salaires. Les CDS veillent à ce que les

prix fixés par le gouvernement soient bien appliqués.

Dans le domaine de la défense militaire, le rôle des CDS est de faire campagne pour convaincre la population de s'enrôler dans la milice. Il est difficile de donner le nombre exact de ceux qui sont impliqués dans la défense militaire (armée, milice et réserves), mais le chiffre de 800 000 personnes est souvent cité, sur un total de 3 millions d'habitants. Toute la défense militaire du pays est basée sur la participation volontaire, et il n'y a pas de problèmes pour trouver des gens prêts à prendre les armes. (...)

La situation au Nicaragua est certes complexe, mais il n'y a pas de doute sur un point : les CDS sont d'une importance cruciale pour la participation de la population laborieuse au développement de la révolution. ■

Mats TINNERTWALL  
Ulf JUNGMAR  
Managua, mars 1983.

## Les principes fondamentaux des CDS

*Nous publions ci-dessous le texte d'une lettre adressée le 7 octobre 1982 au commandant Bayardo Arce, coordinateur de la Commission politique du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), aux Comités de défense sandinistes (CDS) des municipalités, des villages et des quartiers.*

### Bayardo ARCE

Le Directoire national du FSLN adresse ses salutations aux 459 750 membres des CDS de l'ensemble du pays qui, en menant quotidiennement leurs tâches à bien, renforcent la défense du pays et préservent les acquis de notre peuple. C'est précisément la raison pour laquelle nous voulons vous réitérer les idées directrices soulignées par votre coordinateur national, le commandant Leticia Herrera, et par Sergio Ramirez, lors de la célébration du quatrième anniversaire des CDS.

Nous affirmons que l'ensemble des membres des CDS, pleinement impliqués dans leurs tâches et qui travaillent avec un sens des responsabilités toujours plus grand, contribuent de façon décisive à la voie par laquelle la révolution du peuple sandiniste s'attaque aux problèmes hérités du passé. Cela est aussi vrai par rapport aux difficultés nées de la politique de guerre qui cherche à étrangler notre volonté d'être respectés, souverains et indépendants.

Nous croyons fermement que la direction des CDS et leurs membres doivent posséder des qualités que l'on peut évaluer selon les critères suivants : participation aux activités de défense ; respect pour les lois de la révolution ; discipline et respect dans la mise en œuvre des directives des supérieurs hiérarchiques immé-

diats ; volonté d'être les meilleurs serveurs du peuple, en évitant l'opportunisme, la bureaucratiation, le favoritisme et les attitudes de petit chef et en luttant contre ces attitudes.

Dans ce cadre, une inquiétude s'est fait jour au sein du Directoire national. Nous considérons de notre devoir de vous l'exposer. Des signes montrent que nombre de coordinateurs n'ont pas bien compris le sens des directives révolutionnaires. S'appuyant sur son caractère convaincant, cette politique a pour but de gagner la sympathie de secteurs qui, de par leur situation, devraient être en faveur de la défense de la révolution.

Nous faisons référence aux attitudes et aux actions arbitraires, qui ont des effets contraires aux principes sandinistes. Citons pour exemple :

— L'autorisation d'occupation arbitraire de terres ou de bâtiments, bien que tous les efforts légaux soient faits pour donner une terre à tous ceux qui en ont besoin ou qui le méritent.

— Le retrait de la carte de distribution de sucre à quelqu'un qui n'a pas encore compris la révolution, au lieu d'utiliser les acquis de la révolution pour augmenter le niveau de conscience de cette personne. Nous savons que cette méthode est utilisée, à l'occasion, pour faire pression sur les gens afin qu'ils participent aux activités des CDS, qui sont supposées être volontaires.

— Le harcèlement, en paroles et en actions, de citoyens qui professent une autre idéologie, qu'elle soit religieuse ou politique, ou qui travaillent avec des individus ou dans des institutions qui ne s'identifient pas à la révolution.

— Des attitudes arrogantes et hautaines d'autorité qui ne font que discréditer l'organisation, en créant de petits groupes d'élite et en encourageant la division et

les intrigues entre membres d'une même communauté.

— L'utilisation de sa position dans le but de transformer des problèmes personnels en problèmes de l'organisation, ou en menant des campagnes destructrices dans l'intention de discréditer des personnes avec lesquelles on est en conflit.

— L'abus excessif de son autorité et l'utilisation de sa responsabilité dans l'organisation comme moyen d'obtenir des avantages personnels ou familiaux. Un cas concret serait, par exemple, d'attribuer des terrains à des gens de sa famille, en faisant fi des recommandations de l'Etat révolutionnaire. Cela ne peut qu'encourager des pratiques et des conceptions qui renvoient au régime somoziste.

— De tolérer ou de pousser à des excès dans la vigilance révolutionnaire (tours de garde volontaires la nuit), en prenant tout particulièrement des mesures répressives contre ceux qui ne participent pas à cette tâche. Il est des cas où cela est allé jusqu'à défoncer la porte de quelqu'un ou bien à jeter le doute contre des gens, en oubliant que la participation aux activités des CDS est volontaire.

Il est absolument nécessaire que nous révisions nos positions et que nous procédions aux corrections qui s'imposent. Nous avons pensé qu'il faudra nous rencontrer prochainement pour discuter de ces questions de façon interne. Aujourd'hui plus que jamais, l'unité nationale est le facteur déterminant dans notre défense. C'est pourquoi nous avons avancé ces quelques idées sur lesquelles vous allez sans nul doute apporter vos commentaires.

Commandant Bayardo ARCE,  
coordinateur de la Commission  
politique du FSLN,  
Managua, 7 octobre 1982.

# Au-delà de la stabilité apparente de la dictature

## Une lente recomposition ouvrière est à l'oeuvre

**A**U pouvoir depuis bientôt trente ans, le Parti « colorado » du général Alfredo Stroessner a remporté une nouvelle fois les élections générales du 6 février dernier, au terme d'un rituel électoral immuable. Aucune surprise n'était à attendre, la loi électorale garantissant au minimum deux-tiers des mandats parlementaires au Parti « colorado ». Néanmoins, il est important pour l'image de marque de la dictature que son pouvoir absolu soit périodiquement ratifié par une mascarade électorale.

Cette fois, le parti au pouvoir a obtenu environ 90 % des suffrages, avec plus de 900 000 votes, contre 50 000 aux libéraux-radicaux et 30 000 aux libéraux. A Ciudad-Presidente-Stroessner, le parti officiel a recueilli 16 020 voix, contre 31 seulement aux opposants bourgeois. A Colonia-Stroessner, il a obtenu, avec 5 555 voix, la totalité des suffrages.

Agé de 70 ans et assuré de voir son mandat prolongé jusqu'à 1988, le général Stroessner a exprimé toute sa satisfaction. Cependant, les personnalités de l'opposition ont dénoncé la multiplication des fraudes et des trucages, et une délégation d'exilés (oppositionnels et syndicalistes) a été refoulée le jour même des élections à l'aéroport d'Asuncion, la capitale (1).

Pourtant, la réalité sociale paraguayenne n'est pas aussi immobile que les résultats électoraux pourraient le laisser penser. De lents processus sont à l'œuvre dans les profondeurs de la société paraguayenne, et il convient de les analyser.

Carlos ALONSO

Longtemps réduite au silence et écartée de la scène politique, la classe ouvrière du Paraguay donne des signes de reprise d'une activité contre la dictature sénile du général Alfredo Stroessner et les exploités nationaux et étrangers. Chacune de leur côté, la bourgeoisie et la classe ouvrière du Brésil exercent une influence importante sur ce processus de recomposition.

La décennie des années 1970 au Paraguay a été marquée par un développement des rapports de production capitalistes et une intégration accrue à l'économie impérialiste. Ce processus a abouti à un rapprochement d'intérêts entre la bourgeoisie locale et celle du Brésil, tant au niveau politique qu'économique, et la coopération militaire en est un exemple concret.

Par ailleurs, l'expérience de formation d'un parti ouvrier de masse que constitue le Parti des travailleurs (PT) du Brésil, attire l'attention des secteurs les plus conscients et les plus combattifs du mouvement syndical paraguayen. L'intégration, sous la pression financière impérialiste, des bourgeoisies nationales brésilienne et paraguayenne — notamment avec la construction du barrage d'Itaipu —, constitue la base réelle sur laquelle doit s'appuyer l'unité du prolétariat des deux pays. Pour les marxistes révolutionnaires, qui défendent avec fermeté la nécessité d'une stratégie internationaliste dans la lutte pour le socialisme, ces conditions objectives ouvrent une possibilité d'étroite coopération entre les deux pays.

La construction de la centrale hydro-électrique d'Itaipu (2), en 1974-1975, a marqué l'ouverture, pour le Paraguay, d'une période de prospérité économique fondée sur le développement intensif de la production capitaliste dans l'agriculture, et sur le dynamisme de la production industrielle, en particulier dans les secteurs liés au bâtiment (bois, verre, ciment, produits métallurgiques non ferreux). L'investissement en capital fixe a cru au cours de la période 1976-1978 à un rythme annuel de 25,2 %, et de 21 % en 1979. Pour la seule année 1980, les investissements directs dans l'industrie, en particulier dans le secteur agro-alimentaire, ont atteint un total de 208,7 millions de dollars et créé une demande de force de travail équivalente à 6 000 emplois. A partir de 1977, la branche de la construction civile se développe à un taux de croissance annuel de 30 % et occupe en 1979

1. Le Parti communiste est interdit au Paraguay. La Démocratie-chrétienne ne peut pas participer légalement aux élections, car elle n'a pas obtenu l'agrément de la « junte électorale centrale ». Le Parti « fébrériste », proche de la IIe Internationale, dispose quant à lui de cet agrément, mais refuse de participer à la farce électorale. Depuis 1979, quatre formations d'opposition bourgeoises se sont regroupées dans un « Accord national ». Il s'agit du Parti libéral radical authentique de Domingo Laino, des « fébréristes », de la Démocratie-chrétienne, et du MOPOCO (Mouvement populaire colorado), scission de 1959 du Parti officiel. Dans son appel à l'abstention pour les élections de février dernier, l'« Accord national » dénonçait « le statu quo antirépublicain et une dénaturation des institutions démocratiques. »

2. Le barrage d'Itaipu en construction sur le fleuve Parana à la frontière du Brésil, devrait être, vers 1990, le barrage le plus important de

185 000 personnes, soit 15 % de la population active. La part de l'industrie dans le Produit intérieur brut (PIB) est passée de 22,1 % en 1976-1978 à 23,8 % en 1979, au détriment de l'agriculture, qui recule de 33,6 % à 31,4 % au cours de la même période (3).

La production agricole continue cependant à occuper 44 % de la population active, malgré les profondes modifications des rapports de production à la campagne tout au long des années 1970. Le recensement réalisé en 1980 rend compte d'une réduction absolue de la petite production marchande et d'une forte prolétarianisation de la population rurale. L'expansion capitaliste à la campagne est fondée sur la culture du soja et du coton, qui occupe la majeure partie de la surface cultivée du pays, et dont la production est destinée au Marché commun européen.

L'apport de capitaux extérieurs est passé de 84,7 millions de dollars en 1974 à 491 millions en 1979, dont 231 ont été consacrés à la construction de la centrale hydro-électrique d'Itaipu. Ce flux de capitaux a été canalisé par un système bancaire et financier qui a connu une forte expansion au cours de cette période, et a abouti à l'installation de filiales des plus grandes banques internationales.

Tout ce processus a été étroitement lié au Brésil. La construction d'Itaipu, qui a coûté environ 10 milliards de dollars, a été financée par le grand capital multinational, avec la garantie du gouvernement brésilien. De nombreuses entreprises de construction et de transport brésiliennes se sont installées dans les deux principales villes du pays, Asuncion et Ciudad-Presidente-Stroessner, pour participer à la construction du barrage et répondre aux principaux besoins à satisfaire en ce domaine. Le groupe brésilien Ferraz de Andrade, propriétaire de la Coferraz et d'autres entreprises liées à la production sidérurgique, est associé à l'Etat paraguayen, par l'intermédiaire des forces armées, dans l'entreprise ACEPAR (Aciers du Paraguay), aux côtés d'une firme brésilienne (Tenenge). ACEPAR doit entrer très bientôt en activité avec un effectif de 5 000 salariés. Son installation a été financée grâce à un crédit de la Banque du Brésil.

Dans le secteur agro-industriel, l'expansion capitaliste dans l'Etat brésilien du

la planète, en puissance installée. La première des 18 turbines devrait fournir de l'électricité dès 1984. Le Paraguay produit aujourd'hui environ 1 milliard de Kwh et il devrait produire vingt fois plus d'ici la fin du siècle. *Le Monde* du 3 octobre 1980 note à ce sujet : « Ses conséquences pour le Paraguay sont déjà perceptibles : 230 millions de dollars de rentrée annuelle de devises, c'est-à-dire le tiers du budget national, la moitié des exportations officielles. » Et le journaliste rappelait ces propos d'un ancien ministre français en visite à Asuncion : « Le Paraguay sera bientôt un émirat hydro-électrique de l'Amérique latine. »

3. Ajoutons que pour la seule année 1979, l'industrie du verre a connu une hausse de 379 %, celle du bois et du papier de 75 %, celle des produits métallurgiques non ferreux de 150 %. Ces données sont tirées de *Progreso Economico y Social*, 1980-1981, (BID), et de *Informe Mundial 1980*, de la Banque Mondiale.

Parana a franchi la frontière naturelle du rio Parana et s'étend désormais à toute la zone frontalière, dans le domaine de la production mécanisée de soja et de coton. Les entreprises brésiliennes se sont installées dans la région, de même que des filiales de multinationales européennes et nord-américaines qui, comme la Gulf and Western, se consacrent également à la culture extensive de ces produits.

L'intérêt de la bourgeoisie brésilienne et des multinationales pour cette région est tel que le gouvernement brésilien a offert au Paraguay le financement d'un « chemin de fer du soja » qui relierait la région orientale du Paraguay au port brésilien de Paranaguá. Le Brésil et le Paraguay maintiennent également des rapports commerciaux très étroits. En dehors de la contrebande, qui atteint un volume considérable, le Brésil a officiellement exporté en 1981 au Paraguay l'équivalent de 450 millions de dollars de produits, ce qui constitue une part quasi majoritaire des importations du pays.

Dans le secteur bancaire et financier, la présence d'importants groupes brésiliens est également significative. Au cours des dernières années, le groupe Real, le groupe Nacional (contrôlé par la famille Magalhaes Pinto), le groupe Veplan-Residencia, BANESPA (qui accorde des crédits préférentiels aux entreprises agricoles brésiliennes), la banque d'Etat du Parana, tout juste installée à Asunción, ont commencé à opérer dans le pays.

Le secteur industriel a vu également l'apparition de puissantes entreprises brésiliennes : Hansen (produits plastiques « Tigre »), Villares (métallurgie), Ebaocavan, Odechbrecht (construction), Gomes de Almeida e Fernandez (immobilier), sans parler du groupe Ferraz de Andrade et de la Tenenge, qui participent au projet sidérurgique ACEPAR.

La collaboration croissante entre les bourgeoisies du Brésil et du Paraguay est sensible également au niveau étatique. Ainsi, la mission militaire brésilienne au Paraguay est-elle plus nombreuse que celle des Etats-Unis, traditionnellement la plus importante. Il y a peu de temps, les armées des deux pays ont organisé en territoire paraguayen des opérations communes de contre-insurrection pour tester les officiers formés dans les écoles brésiliennes et américaines (dans la zone du canal de Panama). Les forces armées paraguayennes ont compté sur les conseils de l'état-major brésilien pour restructurer le leur, en particulier dans les domaines de la sécurité nationale et du renseignement. Il faut dire, au passage, que le général Joao Baptista Figueiredo, actuel président de la République du Brésil, avant d'avoir la charge de la police politique de son pays, avait été attaché militaire au Paraguay et, à ce titre, chef de la mission militaire dans le pays.

En mars 1980, un groupe de paysans de la colonie Acaray-mi, qui se trouve à quelques kilomètres de Ciudad-Présidente-Stroessner, a pris l'initiative d'un soulèvement armé rapidement écrasé par 5 000 militaires. Des sources militaires paraguayennes ont révélé que l'armée brési-



lienne avait mobilisé, à cette occasion, sa garnison frontalière et l'avait maintenue en état d'alerte, prête à agir, si nécessaire, à la demande du gouvernement paraguayen (4).

La décennie du miracle paraguayen n'a donc abouti qu'à lier encore plus étroitement les intérêts des bourgeoisies des deux pays, dans le cadre du maintien de leur dépendance envers l'impérialisme.

#### UNE CLASSE OUVRIERE RENFORCÉE

Parallèlement à ce développement capitaliste, la classe ouvrière du Paraguay, après plus de vingt ans d'une terrible répression, connaît aujourd'hui un processus de recomposition, tant au niveau organique que politique.

En 1958, la classe ouvrière paraguayenne a subi une défaite structurelle, dans le cadre d'une lutte de résistance au plan de « stabilisation » du Fonds monétaire international (FMI) négocié par le dictateur Stroessner. La grève générale d'août 1958, appelée par la Confédération paraguayenne des travailleurs (CPT), fortement influencée par le Parti communiste, fut brisée. Le gouvernement décréta la mise sous tutelle des syndicats ayant participé à la grève. Sous l'effet du plan du FMI, l'économie du pays est entrée dans une profonde récession, qui a provoqué une importante émigration de la force de travail vers l'Argentine (environ 500 000 personnes pour la décennie des années 1960). Dans ces conditions, la classe ouvrière urbaine s'est socialement affaiblie et ses organisations se sont peu à peu transformées en simples appendices du ministère de la Justice et du Travail.

A partir de la seconde moitié des années 1970, sous l'effet du « boom d'Itai-

pu » et de l'essor des industries de construction, on assiste à une reprise des luttes sociales. En 1978, les grèves dans la construction ont donné lieu à la réorganisation de plusieurs syndicats urbains. Un secteur du parti gouvernemental (le Parti « colorado »), avec l'appui de l'Institut américain de développement du syndicalisme libre (IADSL), dont les liens avec la CIA et le Département d'Etat nord-américain sont bien connus, place Modesto Ali, bureaucrate du syndicalisme « jaune » international, à la tête de la CPT, toujours sous tutelle de l'Etat, pour impulser un processus d'« ouverture syndicale ».

Durant les années 1979-1980, les grèves s'étendent aux secteurs textile, agro-industriel, du bois, des boissons (Coca-Cola). Sous les effets de la crise économique, qui commencent à se faire sentir au début de 1981, les partisans de l'ouverture sortent de la CPT et cèdent à nouveau la place aux vieux « interventionnistes » nommés par l'Etat. 1981 est marqué par une forte répression contre les conquêtes à peine naissantes des trois années antérieures. L'offensive bourgeoise désorganise les syndicats, réduit les salaires et fait supporter aux travailleurs tout le poids de la crise.

Pourtant, en 1982, apparaissent des luttes qui modifient radicalement la stratégie et les méthodes de l'action syndicale. En pleine crise économique (5), le syndicat de la Banque du Brésil, usant de la menace de grèves progressives, obtient un pourcentage d'augmentation salariale nettement supérieur à celui proposé par le patronat. La « négociation » classique entre bureaucrates syndicaux et entrepreneurs est ainsi remplacée par une tactique

4. Le député et avocat brésilien Marcos Aurelio, qui mena une enquête au nom du Comité de défense des droits de l'homme dans les pays du Cône sud, en a déduit que le gouvernement du général Stroessner a pris prétexte d'une action armée d'un groupe de paysans (la prise d'un autobus, le 8 mars 1980, pour protester contre une usurpation de terre), pour lancer une vaste opération de répression dans toute cette région où « les ligues paysannes, proches de l'Eglise catholique, ont été longtemps actives » (Le Monde du 29 mars 1980). Le 2 avril 1980, Amnesty International reconnaissait

qu'une vingtaine de paysans avaient été tués par les forces de sécurité paraguayennes et trois cent autres emmenés dans un centre de torture à Asunción. Un autre groupe de paysans, parmi lesquels une fillette de 12 ans, était détenu dans les villes de Villarica et Paraguari. (Le Monde du 4 avril 1980).

5. « Depuis juillet 1982, la monnaie nationale a subi une dévaluation de fait, sa parité passant de 126 guaranis pour un dollar à 160 au marché libre, et à plus de 250 au marché noir. » (Le Monde des 6 et 7 février 1983).

combative avec une large participation de la base.

Une autre expérience importante s'est produite à l'entreprise Coca-Cola : la direction, avec l'accord du ministère du Travail et de la Centrale des travailleurs, licencie toute la direction syndicale de l'entreprise. Différents syndicats, plus ou moins combatifs et indépendants du ministère de la Justice et du Travail, ont alors constitué un Front de solidarité syndicale. Dix-sept syndicats appellent la classe travailleuse à boycotter les produits Coca-Cola. La campagne s'étend dans les rues de la capitale et des alentours, permettant la jonction entre le mouvement universitaire classiste et le Front de solidarité syndicale. Coca-Cola, qui accuse une baisse de 60 % des ventes, recule et accepte la réadmission des dirigeants ouvriers licenciés.

Un autre élément mérite d'être souligné à propos de la renaissance d'un syndicalisme de classe au Paraguay, c'est l'existence d'une presse syndicale qui propose une stratégie de lutte à partir des lieux de travail et dans l'indépendance de classe vis-à-vis des partis politiques bourgeois (qu'ils soient au gouvernement ou dans l'opposition) et de la hiérarchie catholique.

A l'apparition d'un syndicalisme de classe combatif correspond un processus de regroupements et de différenciations dans la bureaucratie syndicale. A l'origine de l'un d'eux, on trouve l'IADSL, la Fédération des travailleurs des banques, et des éléments du syndicalisme chrétien. Ces derniers, vigoureusement anticommunistes, défendent une position de « démocratisation de la dictature ». Ce regroupement, qui se définit plus ou moins comme « oppositionnel », vise à la constitution d'un mouvement syndical rénové, fondé sur la lutte pour des revendications économiques, et refuse tout engagement politique (indépendant et de classe) des syndicats. Pour certaines tendances, qui se déclarent à gauche, la politisation des militants syndicaux est une tâche qu'elles se réservent pour une étape ultérieure. Pendant ce temps, de larges secteurs de la bureaucratie syndicale s'accommodent de l'alliance avec des bureaucrates corrompus et des agents de la CIA, quand ils ne la trouvent pas salubre ...

L'autre pôle de regroupement au sein de la bureaucratie syndicale se situe dans l'orbite gouvernementale. On y retrouve encore la présence de l'IADSL, qui soutient un secteur du Parti « colorado » au sein du gouvernement, et le ministère de la Justice et du Travail, qui recherche une formule de cooptation et d'intégration des directions du mouvement syndical. Ce groupe, qui possède des représentants à la Chambre des députés, a proposé une loi qui rencontre de sérieuses résistances du côté gouvernemental : il s'agirait de garantir aux dirigeants syndicaux une stabilité d'emploi pendant la durée de leur mandat.

Des syndicats qui se situent dans l'un ou l'autre de ces courants ont néanmoins participé à la formation du Front de solidarité syndicale, à l'occasion de la lutte



de Coca-Cola. Très vite, les réformistes se sont inquiétés du glissement « gauchiste » de la campagne du Front de solidarité syndicale et certains ont menacé de retirer leurs syndicats de ce Front. Ces mêmes réformistes ont rejoint l'IADSL pour tenter de faire dévier le contenu de la campagne dans le sens d'un appui au projet de loi syndicale. La manœuvre n'a cependant pas donné les résultats escomptés. En tant que front syndical rassemblant des courants bureaucratiques et combatifs pour réaliser l'unité d'action sur le cas concret des licenciements à Coca-Cola, le Front de solidarité syndicale a cependant montré à la fois son efficacité et ses limites. La tentative des réformistes de le récupérer et de l'institutionnaliser n'a pu que jeter la confusion parmi les travailleurs : la constitution d'un mouvement syndical indépendant et de classe passe par un combat, dans chaque syndicat, contre les bureaucrates syndicaux proches du gouvernement. La démocratie syndicale n'a rien à voir avec les manœuvres au sommet des réformistes.

### LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE ET LES PERSPECTIVES DU MOUVEMENT OUVRIER

La gauche paraguayenne a subi, au milieu des années 1970, des défaites importantes. Issus d'une scission datant de 1965, les deux partis communistes existant alors (respectivement pro-soviétique et pro-chinois) ont été démantelés. D'autre part, une série d'organisations qui s'étaient lancées dans la lutte armée (la majorité d'entre elles provenant de scissions du PC, les autres étant plus proches d'organisations argentines comme le Parti révolutionnaire des travailleurs-Armée révolutionnaire du peuple, PRT-ERP, ou les Montoneros) ont été désarticulées par la répression politique du régime Stroessner. Le nationalisme révolutionnaire commun à tous les projets de lutte armée, du fait de sa mauvaise compréhension de la nature de l'impérialisme, du caractère de l'Etat bourgeois et des rapports de classes dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, se trouve aujourd'hui désarmé devant les exigences d'un mouvement de masse qui trouve ses ennemis irréconciliables non seulement dans la dictature, mais aussi dans les bourgeois « nationaux ».

La crise de l'économie capitaliste mondiale, qui affecte aussi le Paraguay, ne vient pas frapper une classe ouvrière résignée. Au contraire, sa capacité de combat croît avec chaque nouvelle expérience de lutte. Depuis les grèves de 1978 jus-

qu'au Front de solidarité syndicale, un chemin important a été parcouru. Mais les tâches qui se posent aux marxistes révolutionnaires sont encore immenses.

A la différence des autres révolutions dans l'histoire, la révolution prolétarienne exige l'intervention consciente des masses. Au Paraguay, la dictature et le poids du stalinisme ont fortement limité la formation d'une conscience révolutionnaire capable d'ouvrir, en rapport avec le développement de la lutte des classes, la voie à la construction d'un authentique parti révolutionnaire. Il en résulte que le regroupement de la gauche classiste paraguayenne ne sera viable que s'il assume la lutte, au niveau théorique comme au niveau de l'action de masse. La leçon léniniste « Pas de mouvement révolutionnaire sans théorie révolutionnaire » doit être assimilée. On ne peut pas davantage avancer sans assimiler les expériences les plus importantes du mouvement ouvrier au niveau mondial. Et encore moins sans acquiescer une insertion militante dans le mouvement de masse pour concrétiser, dans la lutte, le mot d'ordre préconisant la création d'une organisation politique des travailleurs indépendante de la bourgeoisie.

La crise des politiques de front populaire et du nationalisme révolutionnaire n'a d'issue que dans le renforcement d'une tendance de lutte de classe dans le mouvement ouvrier, dans le mouvement étudiant et chez les travailleurs ruraux. S'engager dans cette voie signifie aussi renforcer la lutte contre la dictature sans hypothéquer l'indépendance politique de la classe travailleuse, contrairement à ce que prétendent les courants opportunistes qui préconisent, eux, un front antidictatorial en alliance avec la bourgeoisie « d'opposition » à Stroessner.

La dictature de Stroessner est le produit le plus naturel du développement capitaliste dépendant de l'impérialisme. Comment la renverser si on ne cherche pas en même temps à en finir avec la domination politique et économique du capital et, par conséquent, celle de l'impérialisme ? Le prolétariat du Paraguay ne peut espérer une victoire qu'en assumant les tâches internationales de la lutte pour le socialisme et pour le triomphe de la révolution socialiste à l'échelle mondiale.

Les marxistes révolutionnaires du Paraguay et du Brésil ont devant eux un engagement de première importance : consolider, sur des bases politiques fermes, l'alliance étroite de la classe ouvrière paraguayenne et de la classe ouvrière brésilienne. De fait, les leçons à tirer de la construction du Parti des travailleurs brésilien comme parti ouvrier de masse sont essentielles. Pour le mouvement syndical combatif du Paraguay, qui s'éveille à la conscience politique de classe, cela illustre la possibilité et la nécessité pour la classe ouvrière de se doter d'un parti politique indépendant. ■

Carlos ALONSO  
Février 1983.

# Les Kurdes irakiens face à la guerre au Proche-Orient

Interview d'un représentant de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK)

**L**ES Kurdes forment environ un tiers de la population de l'Irak. Ils sont regroupés dans les régions montagneuses du nord, qui ont des frontières communes avec l'Iran, la Turquie et la Syrie. Le territoire kurde s'étend d'un côté et de l'autre de ces frontières, et les nationalistes kurdes ont toujours entretenu des relations étroites et suivies avec les Kurdes d'Iran. Les Kurdes d'Irak ont gagné une série de droits importants lors de la montée de la révolution nationale irakienne au cours des années 1960 et ont joué un rôle significatif en tant qu'alliés politiques de la gauche. Le glissement à droite du régime irakien a donc coïncidé avec le développement des attaques contre les libertés des Kurdes.

Une série d'offensives gouvernementales a mené à une défaite décisive des forces kurdes d'Irak en 1975. Néanmoins, le régime a été incapable d'écraser la résistance kurde de façon durable et elle a, depuis, relevé la tête, bien que ce processus ait été très lent jusqu'à ces dernières années. L'alliance tissée entre le dirigeant kurde d'Irak Mustapha Barzani et le chah d'Iran, alors en conflit ouvert avec le régime de Bagdad, a joué un rôle capital dans la défaite des Kurdes.

Lorsque le chah entrevit une possibilité de passer un accord avec Bagdad, il ferma brusquement la frontière et cessa toute aide, laissant Barzani dans une situation désespérée face au régime irakien. Ironie de l'histoire, cette trahison des Kurdes par le chah se trouve être à l'origine de l'accord frontalier de 1975 entre l'Irak et l'Iran, qui a servi de prétexte à l'offensive irakienne en 1980. Bagdad avait, en effet, remercié le chah en lui concédant une portion de territoire le long de la frontière, territoire que Saddam Hussein cherche à récupérer depuis la chute du chah.

**Raimund LOEW** : — Quel a été l'impact de la guerre entre l'Irak et l'Iran sur la lutte des Kurdes en Irak ?

**Omar SHEIKHMOUS** : Les dommages infligés à l'économie irakienne ont été très importants. L'inflation a atteint 300 %, et le gouvernement a réduit les salaires d'un cinquième. Nous connaissons depuis peu une pénurie réelle de certains produits de consommation courante et nous avons l'impression que Bagdad est en train d'organiser un blocus économique contre le Kurdistan.

Tous les Arabes et tous les Kurdes de sexe masculin nés entre 1936 et 1965 ont été appelés sous les drapeaux, mais un grand nombre d'entre eux ont déserté. Nous estimons que, depuis le début de la guerre, 65 000 Arabes et 35 000 Kurdes ont déserté, et la plupart d'entre eux sont allés se cacher dans leurs villages nats.

— Qu'en est-il de la situation militaire ?

— Le gouvernement a dû retirer quatre des six divisions stationnées au Kurdistan. Nous avons donc maintenant une plus grande liberté de mouvement. Nous avons pu accroître notre activité dans les

villes et opérer dans le Sud jusqu'à Erbil, Kirkûk et Kifri.

En novembre 1982, nous avons affronté l'armée irakienne dans les montagnes d'Hamrin dans la partie sud du Kurdistan. Les 24 et 25 décembre, nous avons soutenu une bataille de plus de huit heures, au cours de laquelle nous avons saisi deux tanks et fait 30 prisonniers. Même la milice du Baas, c'est-à-dire cette armée du peuple que la population appelle l'Armée anti-populaire, a dû être en grande partie déplacée vers les régions du centre et du sud. Par suite de ces déplacements, mais aussi par crainte de nos attaques, les forces paramilitaires au Kurdistan irakien sont passées de 17 000 à 3 000 hommes.

— Quel effet a eu la réduction de la pression militaire sur le mouvement de masse ?

— Au printemps et à l'été derniers on a assisté à une vague de manifestations dans presque toutes les villes du Kurdistan. Elle a commencé le 24 avril 1982 dans la petite ville de Qaladidza, où 4 000 personnes ont manifesté pour célébrer l'anniversaire d'un bombardement de la ville en 1974 par les Irakiens, qui avait

Mustapha Barzani est mort en exil en Iran après la chute des Pahlavi. Ses fils ont pris la direction des forces qui lui sont restées fidèles. Il faut dire que les Barzani proviennent d'une famille traditionnelle de chefs. Au cours de sa longue et aventureuse carrière, Mustapha s'était allié aussi bien avec l'Union soviétique qu'avec le chah ou les Etats-Unis. La défaite de 1975 a jeté le discrédit sur les Barzani, tant en Irak qu'en Iran (où la défense des nationalistes kurdes fut sacrifiée au nom de l'alliance avec le chah). Dans la résistance, le rôle des forces dirigées par son rival Jelal Talebani s'accrut alors de façon considérable. L'Union patriotique du Kurdistan (UPK), dirigée par Talebani, a condamné l'alliance de Barzani avec le chah et l'impérialisme américain et a cherché, quant à elle, une alliance avec les forces de gauche anti-impérialistes.

Malgré la défaite de 1975 et la revanche du régime de Bagdad contre le peuple kurde, celui-ci n'a pas perdu tout ses droits. Il existe encore des publications légales en kurde, ainsi que différentes associations culturelles kurdes, ce qui n'a jamais été autorisé en Iran ou en Turquie. Le Kurdistan irakien est, de loin, la région kurde la plus développée et la plus riche, tant d'un point de vue économique que culturel. C'est là que se trouvent les principaux puits de pétrole irakiens et la ville de Sulaymâniyya.

Omar Sheikmouss, membre du Bureau politique de l'Union patriotique du Kurdistan, la principale organisation de résistance dans le Kurdistan irakien, a accordé l'interview qui suit à Raimund Loew, en décembre dernier à Vienne. Elle a été publiée dans la revue *Die Linke*, organe de la section autrichienne de la IVe Internationale, du 12 janvier 1983. ■

fait 197 morts. Les autorités sont intervenues et ont tué sept personnes, dont deux femmes. Durant l'été, les manifestations se sont étendues aux villes de Sulaymâniyya, Penjdwieu, Halabja, Kojja, Salahadin, Kirkûk et Erbil.

Les forces armées du régime ont tué 37 personnes et il y a eu de nombreuses arrestations, en particulier parmi les lycéens, force motrice de la mobilisation. Depuis, on est sans nouvelles de plusieurs centaines de jeunes filles et de jeunes gens.

— Quelle est la situation dans la partie arabe de l'Irak ?

— Jusqu'ici, le régime a réussi à contrôler la situation par la répression et la terreur. La plupart des groupes d'opposition irakiens étaient trop faibles pour mobiliser les masses, et la répression a été vraiment sauvage. Le 13 juillet, il y a eu une tentative d'assassinat contre Saddam Hussein à Dujdail. Le régime a aussitôt complètement rasé la ville. Le nombre des victimes s'est élevé à 150 personnes, et le reste de la population a été déporté ou emprisonné. Mais si la situation économique s'aggrave, même ces méthodes perdront de leur efficacité.

— Pourquoi l'opposition — Kurdes, Parti communiste stalinien et Chiites — n'a-t-elle pas été capable de présenter une alternative crédible au régime de Saddam Hussein ?

— Notre politique vise à unifier toutes les forces d'opposition dans un large front national. Il existe actuellement deux fronts importants. Le premier, le Front national patriotique démocratique, regroupe l'Union patriotique du Kurdistan, le Parti démocratique du peuple kurde, le Parti Baas de gauche, le Mouvement socialiste arabe, le Parti socialiste irakien, l'Organisation démocratique des Turkmènes en Irak, l'Armée populaire d'Irak et différentes personnalités indépendantes. L'autre front regroupe le Parti communiste irakien, le Parti démocratique kurde (PDK) d'Irak, dirigé par les fils de Barzani, et le Parti socialiste kurde. C'est le Front national-démocratique.

distan a-t-elle pu mener au cours de la dernière période ?

— J'ai déjà parlé des manifestations. Militairement, nous essayons toujours de frapper le régime à ses points faibles. Ainsi, quand la guerre avec l'Irak a débuté, nous poursuivions les forces paramilitaires du Baas et les collaborateurs kurdes. Maintenant, nous concentrons nos forces sur les petites bases militaires afin d'étendre la zone libérée.

Nous contrôlons totalement un tiers du Kurdistan d'Irak et nous menons des actions régulières dans les deux-tiers du territoire. Pour la première fois nous avons été capables de mettre sur pied des bases stables et de les défendre. Dans la campagne, nous avons des centres administratifs et des hôpitaux. Nous n'avons pas encore été capables de commencer à construire des écoles, parce que ces territoires ne sont pas encore totalement libérés.

eu récemment des changements à ce propos ?

— L'Union patriotique du Kurdistan ne s'est pas rangée du côté de l'Irak. Mais nous avons condamné la guerre comme une agression du régime de Saddam Hussein contre l'Irak, tout en soulignant qu'elle était menée par deux gouvernements qui agissaient contre les intérêts du peuple. Si la guerre était finie, les révolutionnaires, en Irak comme en Iran, seraient dans de meilleures conditions pour libérer leurs pays.

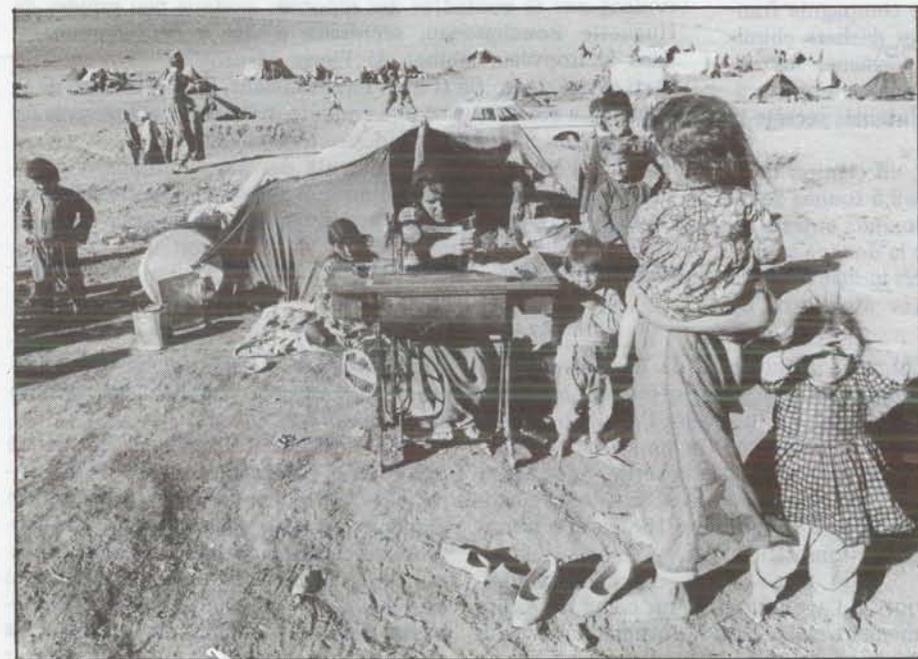
— D'un autre côté, depuis le début de la guerre, la pression sur l'opposition s'est allégée en Irak, la plupart des prisonniers politiques ont été libérés et la défaite militaire pourrait entraîner la chute du régime. La poursuite de la guerre, qui a renforcé l'autorité de Khomeini en Iran, représente donc une menace mortelle pour Saddam Hussein.

— C'est vrai. Plus la guerre se prolongera, plus sa situation risque d'empirer. Mais jusqu'ici, le régime a pu utiliser la menace d'une invasion iranienne pour consolider sa position. Même s'il existe de nombreuses forces au sein de l'armée qui aimeraient se débarrasser de Saddam Hussein, la menace d'une invasion iranienne est suffisante pour ranimer des sentiments patriotiques.

— La guerre Iran-Irak, tout comme l'invasion du Liban par Israël, a montré que les frontières dans cette région ne sont plus immuables. Quelle conclusion en tirez-vous pour la cause kurde ?

— Pour nous, il est clair que l'impérialisme américain est en train d'organiser une contre-offensive internationale afin de reconquérir l'influence qu'il a perdue au cours de la période récente. Nous avons tiré deux leçons des expériences libanaise et palestinienne : premièrement, que nous ne pouvons compter que sur nous-même ; deuxièmement, que nous devons nous préparer à faire face à une attaque d'envergure contre les forces progressistes kurdes. Nous pensons qu'après les Palestiniens, nous serons la deuxième cible de la contre-offensive impérialiste.

Des bruits courent sur la volonté des Américains d'installer des bases pour leur Force de déploiement rapide dans l'est de la Turquie. Il y a toujours une forte concentration de troupes turques aux frontières syrienne et irakienne, et les porte-parole du gouvernement turc ont déclaré à plusieurs reprises qu'en cas d'invasion de l'Irak par l'Irak, ils étaient prêts, avec l'aide américaine, à occuper la région de Mossoul dans le Kurdistan irakien, ainsi que les champs de pétrole. De toute évidence, cela compliquerait notre situation. Mais, d'un autre côté, les Kurdes ne vont pas, bien sûr, défendre l'inviolabilité des frontières de cette région du monde. ■



Famille de réfugiés kurdes à la frontière irano-irakienne. (DR)

Le clivage réside dans le fait que nous — l'Union patriotique du Kurdistan — refusons de travailler avec le PDK des fils de Barzani tant qu'il n'acceptera pas de condamner ses liens antérieurs avec la CIA et les attaques qu'il a menées contre nos peshmergas (combattants kurdes, littéralement : « Ceux qui affrontent la mort ») à la fin des années 1970.

Il serait difficile de travailler avec les groupes islamiques, car ils refusent tout contact avec des organisations marxistes et socialistes et n'ont pas une orientation démocratique. En outre, ils n'entendent pas accorder leurs droits nationaux aux Kurdes.

L'été dernier, tous les groupes d'opposition non-islamiques et les organisations kurdes ont publié une déclaration dans laquelle ils se disaient opposés à une république islamique et affirmaient lutter pour une république démocratique.

— Quel type d'opérations politiques et militaires l'Union patriotique du Kur-

— Quelle est la situation dans les villes ?

— Nous contrôlons la plupart des voies de communication entre les villes. Dans les villes elles-mêmes, nos organisations clandestines se sont renforcées. Avant la guerre, nous menions à peu près une opération par mois dans la plupart d'entre elles. Aujourd'hui, il faudrait plutôt parler d'une par jour. En mars 1979, nous avons installé notre radio, la Voix de la révolution irakienne. Elle émet toujours, une heure par jour, et on l'écoute ouvertement, même dans les cafés. Le nombre de nos peshmergas est passé de 4 500 à 8 000 et, si nous disposions de moyens matériels suffisants, en moins d'un mois nous pourrions en organiser 30 000.

— Au début de la guerre, la majorité des forces révolutionnaires de la région ont soutenu l'Irak contre l'Irak. Y a-t-il

Propos recueillis  
par Raimund LOEW  
Die Linke, 1er janvier 1983.

# Les leçons du crime de Seveso

Le débat sur la localisation des déchets de dioxine souligne les responsabilités d'un système tout entier

EN juillet 1976, dans une petite ville proche de Milan, en Italie, l'explosion d'un réacteur chimique d'une entreprise appartenant au trust suisse Hoffmann-La Roche entraîna la dissémination d'un nuage contenant un produit extrêmement toxique, la dioxine, sur une superficie de plusieurs centaines d'hectares. Depuis quelques semaines, l'« accident » de Seveso — résultat de l'imprévoyance et de l'appât du gain de l'industrie capitaliste — revient en force dans l'actualité.

À la suite des recherches du mouvement écologique Green Peace et des révélations de la revue *Science et vie*, il apparaît qu'un accord entre le trust helvétique et une compagnie française, la Société provençale d'élimination des déchets chimiques (Spelidec), ait chargé cette dernière d'évacuer les déchets de Seveso hors d'Italie. Passé devant notaire et en présence des autorités italiennes, cet accord maintenait secrète la destination finale de ces déchets.

C'est ainsi que, le 12 septembre dernier, un camion de la société Spelidec chargé de 41 fûts contenant 2,5 tonnes de résidus chimiques, dont 300 grammes de dioxine, entrainait en France et faisait enregistrer son chargement à la douane sous le label fantaisiste de « résidus solides et déchets industriels contenant des produits aromatiques chlorés » (*Le Monde* du 31

mars 1983). Entreposés quelques jours dans un hangar de Saint-Quentin, au nord de la France, les fûts contenant les déchets de Seveso étaient dédouanés le 17 septembre. Depuis lors, leur trace a été perdue.

Le véritable complot du silence qui cache le lieu de destination finale des déchets toxiques n'a laissé échapper, pour l'instant, qu'une seule information : « Ni sous la mer, ni en Italie qui n'en voulait pas, ni en Suisse, qui n'a pas les décharges appropriées. » (*Le Matin* du 30 mars 1983). En France, les mouvements écologistes et la population de Saint-Quentin ne veulent pas se contenter des réponses quelque peu rapides de Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat à l'environnement dans le nouveau cabinet de Pierre Mauroy et dirigeante du Parti socialiste unifié (PSU). Pour l'instant, le propriétaire de la Spelidec a été écroué et une enquête judiciaire a été ouverte en France et en République fédérale d'Allemagne.

Alors que les gouvernements des pays capitalistes européens se trouvent tous impliqués, à des degrés divers, dans cette vaste conspiration du silence, il semble judicieux de rappeler l'ampleur des responsabilités du système capitaliste lui-même dans l'« accident » de Seveso. ■

Alfredo MORABIA

Après six années d'enquête, le juge d'instruction A. de Lilla a rendu son verdict : les dirigeants suisses d'ICMESA (Industrie Chimica Meda Società per Azioni) sont déclarés responsables par négligence de l'explosion du réacteur chimique qui libéra, le 10 juillet 1976, un nuage toxique contenant de la dioxine sur la région de Seveso, située à 20 kilomètres au nord de Milan. Il s'agit de H. von Zwehl (responsable de Givaudan, société contrôlée par l'un des tous premiers producteurs de produits pharmaceutiques mondiaux, le trust helvétique Hoffmann-La Roche), de Joerg Anton Sambeth (directeur technique du groupe La Roche), de Fritz Moeri (dirigeant du groupe La Roche), de Guy Waldvogel (président d'ICMESA). Tous les responsables italiens ont été acquittés, à l'exception du responsable de l'atelier concerné, G. Radice, assassiné au cours de l'enquête par les Brigades rouges.

En réalité, l'affaire avait été réglée dans les coulisses, avant la fin de l'instruction, entre les autorités italiennes et le trust Hoffmann-La Roche. Contre versement d'une somme quasi-symbolique de 103,5 milliards de lires (environ 500 millions de francs français) par le trust suisse, l'affaire devait être « classée ». Or, les questions essentielles, elles, ne peuvent pas être classées.

Quelle quantité exacte de dioxine le réacteur de l'atelier B. a-t-il libéré ? Deux kilos, selon les autorités italiennes, 130 kilos, selon F. D. Lee (1), professeur de

chimie à l'Université de Londres, spécialiste de la dioxine. Hoffmann-La Roche n'a jamais voulu révéler l'ampleur exacte de la catastrophe. On ne saura d'ailleurs probablement jamais la vérité, puisque les déchets toxiques d'ICMESA ont quitté l'Italie le 10 septembre 1982, selon les informations officielles.

Que fera-t-on de ces déchets toxiques ? La dioxine est un composé extrêmement stable, qui se forme à haute température, et qu'il semble impossible de détruire totalement, même à des chaleurs de 800 à 1 000 degrés C. Il faut donc les stocker dans des containers énormes, du fait de l'épaisseur des parois, ou dans des « poubelles » à déchets radioactifs. Quel pays a accepté de réceptionner le chargement de dioxine ? Les journaux italiens ont parlé de la Suisse (*La Repubblica* du 15 octobre 1982), de l'Allemagne de l'Est ou de la Yougoslavie (*idem*, 5 novembre 1982), ou encore de Kassel en République fédérale allemande (*Panorama*, 8 novembre 1982), au coût de 170 marks par kilogramme de déchets contaminés. Des écologistes français, enfin, prétendent que le gouvernement italien a demandé à l'International Maritime Organisation (IMO, Organisation maritime internationale) de désigner une commission scientifique, agréée par les organismes internationaux concernés, pour envisager l'immersion des résidus toxiques dans l'océan Atlantique, dans des fûts spéciaux, à plus de 1 000 mètres de profondeur. Il faudrait dans ce cas, selon le gouvernement italien, « plusieurs centaines

d'années avant que les doubles fûts puissent commencer à relâcher leur contenu dans l'océan ».

La véritable loi du silence appliquée par le trust La Roche sur ses activités criminelles empêche d'évaluer à leur juste ampleur les conséquences de la catastrophe sur la santé de la population contaminée et sur la santé de la population qui est menacée par l'entreposage des déchets. Tout a été fait pour brouiller les pistes et banaliser le désastre. Le danger reste entier. Les leçons de Seveso sont donc un terrible réquisitoire contre la production capitaliste de substances toxiques.

## L'ARME DU CRIME ET LE DÉLIT

L'explosion du réacteur d'ICMESA déversa dans l'atmosphère de la région de Seveso une quantité inconnue de dioxine (2,3,7,8 - tétrachlorodibenzopara-dioxine ou TCDD). Le TCDD est l'un des produits chimiques les plus toxiques. Il se forme spontanément comme produit secondaire lors de la synthèse industrielle du 2,4,5-trichlorophénol (2,4,5-TCP). Il est possible de limiter la contamination du TCP par le TCDD, mais non de l'éliminer. Différents brevets ont été déposés, cherchant à réduire au maximum la contamination, d'autant plus que le TCP est

1. D. F. Lee, *The aftermath of the industrial incident on 10 th. July 1976 at the ICMESA Chemical Works at Seveso, Milano, Italy. Rapport établi à la suite d'une visite destinée à une information technique, les 28-31 juillet 1976, manuscrit du 4 août 1976.*

le produit de départ de toute une gamme de composés, tel l'hexachlorophène, un bactéricide largement utilisé dans la confection de cosmétiques (savon, shampooing, déodorants, pâte dentifrice).

Le TCP est le précurseur industriel des acides trichloro- et dichlorophénoxyacétiques, 2,4,5-T et 2,4-D utilisés comme herbicides et défoliants dans l'agriculture. Mais ces deux produits ont surtout attiré l'attention des milieux militaires. Leur production a connu un boom aux Etats-Unis au cours des années 1960, en raison des commandes militaires liées au programme de guerre chimique au Vietnam. A la fin des opérations de défoliation menées dans le Sud-Est asiatique, la production du TCP est revenue au niveau des années 1940. L'utilisation du 2,4,5-T et du 2,4-D a, depuis, été limitée sur le territoire nord-américain à cause de la teneur en dioxine de ces produits. En raison de la haute toxicité du résidu de dioxine, la production du TCP est interdite aux Etats-Unis et très strictement contrôlée dans les pays capitalistes avancés où il est encore produit. C'est d'ailleurs l'un des enjeux des débats actuels sur le « bilan de Seveso » : les milieux industriels intéressés veulent banaliser les conséquences de la catastrophe pour obtenir une reprise de la production de TCP aux Etats-Unis.

La dioxine est également un polluant insidieux dont les effets chroniques sur l'organisme humain sont encore mal connus. Il imprègne le terrain, est charrié par les cours d'eau et s'intègre dans la chaîne alimentaire. Il s'est avéré être extrêmement destructeur pour la faune des lacs et des forêts, ainsi que pour le bétail. Il s'accumule dans l'organisme, en particulier dans le foie, siège de la détoxification. Ses effets violents ont pu être étudiés, tant sur la population vietnamienne que sur les anciens combattants américains (*Vietnam's Veterans*), mais également au cours des nombreux « accidents » industriels qui ont précédé celui de Seveso.

Le nuage toxique qui s'est répandu sur la région de Seveso a marqué pour la population le début d'un drame qui n'est pas encore achevé. Déplacement de la population la plus exposée, confusion dans les polémiques scientifiques et politiques sur les dangers potentiels, conseils médicaux préconisant des avortements thérapeutiques alternant avec les menaces obscurantistes de l'Eglise, tout cela a eu un effet psychologique désastreux sur une population dépassée par ces « débats », population pour l'essentiel composée de salariés récemment issus de l'agriculture, de petits propriétaires et d'artisans. Les décès en masse d'animaux intoxiqués et l'éruption aiguë de maladies de la peau (la chloracné) ont encore accentué le climat d'apocalypse.

## BILAN DES CONSÉQUENCES CLINIQUES ET BIOLOGIQUES

Quel bilan épidémiologique peut-on tirer après six ans d'enquêtes et de travaux sanitaires ?

Les conséquences cliniques et biologiques de l'« accident » de Seveso pour-



A Seveso après l'« accident » de juillet 1976. (DR)

raient, *a priori*, être considérées comme légères. Elles se manifestent sous la forme de maladies de la peau plus ou moins réversibles (chloracné, brûlures) et d'une augmentation du nombre des fausses couches. Les statistiques concernant l'augmentation des malformations congénitales sont ininterprétables. De même, il faut rappeler que l'intervention des épidémiologues a été tardive (une année après la catastrophe) et que les équipes sanitaires sont probablement passées à côté des manifestations précoces de l'intoxication (perturbations hépatiques, sexuelles, psychologiques, immunologiques, de la composition du sang, etc.)

Il est impossible, cependant, de présager quelles peuvent être les manifestations à long terme de la dioxine. Pour cela, une longue période d'observation est nécessaire. Ainsi, à Hiroshima, l'augmentation de l'apparition de tumeurs s'est manifestée quinze ans après l'explosion de la bombe atomique, mises à part les leucémies, qui ont connu un pic de fréquence cinq ans après l'explosion. Au Vietnam on constate, aujourd'hui encore, une augmentation significative des cancers, en particulier leucémies et hépatocarcinomes (cancer primitif du foie) et des syndromes génétiques (altérations chromosomiques, malformations congénitales multiples). Mais la façon déplorable dont a été menée l'enquête épidémiologique permet d'affirmer, dès aujourd'hui, que l'interprétation des résultats statistiques concernant la variation de fréquence des maladies a-spécifiques (pouvant avoir d'autres causes que la dioxine) sera extrêmement difficile.

Peut-on cependant conclure, comme le fait la très « autorisée » revue médicale britannique *The Lancet*, qu'« actuellement, cinq ans après l'accident, la chloracné semble avoir été le seul signe clinique d'exposition au TCDD à Seveso (2) » ? Une telle affirmation est abusive et ne peut convenir qu'à ceux qui, comme le trust Hoffmann-La Roche, tentent par tous les moyens de classer l'affai-

re. Premièrement, si les dégâts observables n'ont pas été plus graves, cela est dû à une sorte de « chance » dans le malheur. On pouvait en effet s'attendre à pire, et le pessimisme qui régnait juste après la catastrophe le montre bien. Deuxièmement, on ne sait toujours pas quelle quantité précise de dioxine a été répandue, et ce fait laisse suspecter qu'elle a été importante. Troisièmement, on ne peut exclure que la catastrophe de Seveso ne donne lieu, outre les effets mineurs à court terme, à des effets graves à long terme (augmentation de la fréquence des cancers). Enfin, la réduction du problème à l'analyse de dégâts physiques quantifiables est une façon de passer à côté du véritable problème, soulevé par Giovanni Tognoni : « Si, aujourd'hui, dans un endroit quelconque du monde, un autre Seveso se produisait, que saurions-nous de nouveau, de plus élaboré, de plus utile pour prévoir, planifier, évaluer ? (3) »

En d'autres termes, quelles mesures préventives devraient être prises et quelle intervention sanitaire devrait être organisée, du point de vue de la défense du milieu et de la santé de la population ? Que faire pour qu'un nouveau Seveso ait le moins de probabilités de se produire et, le cas échéant, pour que ses conséquences soient réduites au minimum ? Comment

2. « Seveso after five years », *The Lancet*, p. 731-732, 1981. Selon la revue italienne *Sapere*, numéro 848, juin-août 1982, l'éditorial de la revue anglaise a été fortement influencé, sinon rédigé par Hoffmann-La Roche. Elle confronte cet éditorial à un article de G. Reggiani, directeur de la recherche clinique chez Hoffmann-La Roche, dont de nombreuses phrases sont reprises telles quelles. De plus, *Sapere* publie un échange de lettres entre la rédaction de *The Lancet* et un groupe de médecins italiens, parmi lesquels le professeur Santi, ayant directement participé aux opérations de Seveso, et réfutant le contenu de l'éditorial de la revue anglaise. La lettre du professeur Santi fut finalement publiée par la revue, mais après avoir été censurée.

3. Gianni Tognoni, « La scienza risponde all' "incidente" di Seveso », *Sapere*, numéro 848, juin-août 1982, p. 5-12.

utiliser l'expérience actuelle pour se doter de moyens préventifs plus efficaces ?

Ce sont essentiellement ces questions qui, six ans après la catastrophe, restent sans réponse. Si davantage de travaux de recherche sur les animaux ont été entrepris depuis 1976, ils n'ont cependant rien appris de nouveau. Tout au plus ont-ils confirmé certains éléments, tels que la carcinogénicité (qui provoque le cancer) de la dioxine lors d'exposition chronique. Sur la prévention ou la réduction de la toxicité après l'intoxication de l'organisme humain, nous n'avons rien appris. Cela n'est pas fortuit. C'est précisément à ce niveau que passe la ligne de démarcation entre ceux pour qui Seveso fut un accident de parcours d'un mode de production auquel on ne peut en aucun cas porter atteinte, et ceux pour qui la santé des travailleurs doit être considérée comme une préoccupation primordiale sur laquelle on ne peut pas transiger, ce qui nécessite de transformer l'organisation de la production, d'abolir la propriété privée des moyens de production et l'appropriation privée des profits, sources d'irrationalité économique et de catastrophes écologiques.

## RESPONSABLES ET COMPLICES

*« Il ne s'est pas agi d'un accident mais d'un délit. Date : 10 juillet 1976. Lieu : Seveso et les autres communes de la Brianza. Coupables : ICMESA, de Meda. Mandant : Hoffmann-La Roche, de Bâle. Complices : gouvernants et administrateurs italiens de différents niveaux (central, régional, local). Arme : organisation scientifique de production toxique. Crime : lésions et dégâts de diverses nature et gravité. Victimes : travailleurs, population, milieu. (...) Si ce qui est arrivé le 10 juillet 1976 à ICMESA avait été imprévisible, ou si cela avait été prévisible tout en étant impossible à prévenir et hautement improbable, l'alibi de l'accident aurait encore pu être invoqué. Mais*

*si l'événement était probable, prévisible et possible à prévenir, comme cela a pu être vérifié, l'alibi tombe donc et le délit est découvert », voilà ce qu'écrivait Giulio Maccacaro quelques semaines après le désastre (4).*

Les responsabilités de Hoffmann-La Roche, via la société Givaudan, via la société ICMESA, sont considérables. Des risques ont été pris en pleine connaissance de cause pour augmenter la productivité de l'entreprise et réduire les coûts de production. Le schéma de production du 2,4,5-TCP tel que l'avait adapté ICMESA rendait possibles de fortes fluctuations de température, par ailleurs difficilement contrôlables avec les instruments de mesure à disposition. Ce procédé de fabrication augmentait la contamination en dioxine du produit final, ainsi que les risques d'une explosion provoquée par une réaction exothermique incontrôlable (5). C'est ce qui s'est produit. La pression est montée jusqu'au point critique, déclenchant l'ouverture de la valve de sécurité, et la dioxine s'est répandue dans l'atmosphère.

La catastrophe de Seveso est un produit de la négligence et du cynisme du trust helvétique. Des précédents du même type permettaient à Hoffmann-La Roche d'être parfaitement renseigné sur les risques que faisait courir ICMESA aux travailleurs de Seveso : *« En 1957, la Boehringer Company informa les autres producteurs qui utilisaient la méthode à haute température pour la production de TCP des risques annexes et des moyens de les éviter avec succès. (...) A Seveso, en Italie, il ne fait aucun doute que la firme suisse fut pleinement consciente des risques potentiels de la production de TCP. Malgré cela, le procédé adopté comportait clairement des risques. La meilleure preuve en est le fait que la valve de sécurité s'ouvrait directement sur l'extérieur, ce qui constituait une grossière négligence. (6) »*

Le lieu choisi pour l'installation d'ICMESA est un autre indice de la logique criminelle de la production capitaliste. ICMESA se trouvait dans une région à haute densité démographique, c'est-à-dire exactement là où devrait être interdite toute production dangereuse pour la collectivité, une fois établi qu'elle est indispensable, alors que dans le cas contraire, elle devrait être interdite. Mais du point de vue de la firme, la région lombarde présentait l'avantage d'offrir un réseau dense de routes et de voies ferrées, et surtout d'être bien reliée aux deux principaux pôles d'approvisionnement en matières premières et de destination des produits finis : Milan et Genève. Il s'agissait, enfin, d'une classe ouvrière relativement jeune, peu organisée, présentant une faible résistance à l'exploitation.

ICMESA-Givaudan-Hoffmann-La Roche ont poussé le cynisme jusqu'au point de nier les risques de contamination en dioxine pendant sept jours après l'explosion, période durant laquelle l'entreprise a continué à fonctionner. Entretemps, des animaux étaient morts et des enfants avaient été hospitalisés. Il fallut que les ouvriers se mettent en grève pour exiger des explications pour que la direction de l'usine confirme la « possibilité » de présence de dioxine.

L'accusation est donc de la plus extrême gravité : il s'agit d'un crime contre toute une population. Le risque en a été pris consciemment. Le trust helvétique n'a eu à affronter que l'attitude hésitante, timorée ou franchement complice de l'Etat bourgeois italien. La production de la substance toxique, interdite par un article de loi équivoque, s'est poursuivie depuis 1970 au su des autorités. ICMESA n'a jamais répondu aux demandes de contrôle qui émanaient des autorités locales, au sujet du système d'évacuation des déchets. Après la catastrophe, les mesures prises par le gouvernement ont été inefficaces et tardives. Hoffmann-La Roche a bénéficié, et bénéficie, de complicités à de très hauts niveaux, mais c'est surtout la nature de l'Etat et de la législation italienne, extrêmement favorable à l'entreprise privée et aux multinationales, qui ont été ses appuis les plus sûrs. La transaction financière finalement réalisée entre le gouvernement italien et la firme helvétique s'est bornée à faire payer à cette dernière une partie des dégâts matériels : 103,5 milliards de liras (environ 500 millions de francs français). Les torts moraux occasionnés aux populations déplacées et traumatisées par une catastrophe que l'on pouvait éviter n'ont nullement été pris en considération.

Selon un magistrat italien, l'accord doit être considéré comme un « moindre mal », car la législation italienne est très

4. Giulio A. Maccacaro, « Seveso, un crimine di pace », *Sapere*, numéro 796, novembre-décembre 1976, p. 4-9.

5. « Groupe de prévention et d'hygiène de l'environnement » du comité d'usine de Montedison de Castellanza. B. Mazza, V. Scatturin, « ICMESA, come e perché », *Sapere*, numéro 796, novembre-décembre 1976, p. 10-36.

6. B. Holmstedt, « Prolegomena to Seveso », *Arch. Toxicol.*, 44, p. 211-230, 1980.

Manifestation anti-nucléaire en Italie. (DR)



favorable aux sociétés affiliées à de grosses multinationales. Il était ainsi « difficile » d'étendre la responsabilité de la société ICMESA, dont le capital s'élève à environ un milliard de lires (environ 5 millions de francs français) aux sociétés qui en sont actionnaires, à savoir Givaudan et Hoffmann-La Roche. Cette dernière n'a même pas remboursé les 120 milliards de lires dépensés par le gouvernement italien, alors que son chiffre d'affaires annuel s'estime en milliers de milliards de lires (7).

## RIPOSTE CAPITALISTE A UNE CATASTROPHE ÉCOLOGIQUE

De l'avis des participants, même critiques, aux opérations sanitaires de Seveso, les structures scientifiques et sanitaires se sont montrées d'une efficacité indiscutable pour analyser le problème, faire une synthèse des connaissances scientifiques sur la dioxine, établir le bilan des ressources sanitaires disponibles et définir les points principaux où aurait dû s'exercer la surveillance épidémiologique. Il ne s'agissait-là que de la phase la plus aiguë, celle de la première semaine qui suivit la catastrophe.

A partir de là les choses se gâtent. Les insuffisances du système sanitaire et épidémiologique vont s'accumuler. En confrontant ce qui a été fait à ce qui aurait dû être fait, on s'aperçoit que l'organisation du système de la santé publique n'a pas été du tout à la hauteur de la situation. Si la contamination avait été plus grande, les dégâts auraient pu être considérables. Le hasard, si l'on ose dire, a été favorable à la population de Seveso.

Les premières mesures qui ont été prises rapidement sont les suivantes : évacuation de la population de la zone A (la plus contaminée) ; ouverture de services ambulatoires de dermatologie et de médecine générale ; établissement d'un programme d'exams sanguins de masse (sans cependant avoir établi auparavant quelle était leur fonction) ; formation de trois commissions techniques (analytique, vétérinaire et épidémiologique) ; détermination, grâce à de gros moyens financiers, de la quantité de dioxine présente sur les terrains présumés contaminés, dans les habitations et les édifices publics des zones suspectées de la Brianza. Sur trois points essentiels, ce programme s'est révélé insuffisant.

La détermination du territoire contaminé s'est faite sur le critère de la présence de la dioxine dans le terrain. Le choix des zones où les prélèvements furent faits découlait de critères peu rigoureux : on a trouvé de la dioxine là où les autorités ont voulu en trouver, et il était difficile de la rechercher en dehors des zones choisies. Or, lors de la détermination cartographique des zones contaminées, on a pu constater que si l'on prenait pour critère la répartition des maladies de la peau chez l'homme ou la mortalité animale, la zone infestée était plus vaste que celle qui avait été établie au départ sur le critère des prélèvements de terrain (8).

## Un témoignage ouvrier

*« Dans notre travail, nous avons rencontré d'énormes obstacles : nous avons reconstruit le processus de production, je ne dis pas sans l'aide, mais bien en étant boycottés par toutes les institutions, aussi bien celles de la région que celles du syndicat. Nous devons rencontrer les ouvriers d'ICMESA dans des bars. (...) Ce comité faisait des propositions de décontamination qui étaient rejetées par la commission Cimmino. Cimmino, comme Zurlo, Giovanardi, etc., a rejeté toutes nos propositions de décontamination, par exemple, lorsque nous avons affirmé qu'il était prioritaire (...) de construire des silos pour isoler les produits végétaux contaminés, les animaux morts ; de creuser des tranchées autour du terrain, pour éviter que la dioxine ne s'étende hors de la zone contaminée ; de détourner le torrent Seveso en amont d'ICMESA pour éviter qu'avec les inondations, la dioxine n'arrive à Milan. Tout ceci n'a pas été fait et la dioxine est arrivée, avec les eaux du Seveso, jusque dans les canalisations d'eau de Milan. (...) »*

Luigi MARA,  
représentant  
du « Groupe de prévention et  
d'hygiène de l'environnement »  
du comité d'usine de la Montedison  
de Castellanza.

Les opérations de prise en charge sanitaire ont été faites dans un tel contexte de panique, de polémiques scientifiques incompréhensibles pour la population, d'hystérie réactionnaire contre la pratique des avortements thérapeutiques motivés par les risques de malformations congénitales, que les chocs psychologiques infligés à la population contrebalancent les effets potentiellement bénéfiques des opérations sanitaires. A ceci se sont ajoutés d'autres obstacles d'ordre administratif en raison des frictions qui se sont produites entre les structures sanitaires locales et celles qui avaient été « importées » pour l'occasion des universités milanaises. La méfiance de la population s'est portée aussi bien sur les « savants » venus de l'extérieur pour fermer l'entreprise et évacuer les gens que sur les médecins locaux qui n'ont jamais été sérieusement intégrés dans les projets de surveillance épidémiologique (9). Enfin, le gouvernement italien a refusé une véritable collaboration avec les autorités sanitaires vietnamiennes, qui ont l'expérience d'un pays sur lequel ont été déversés 500 kg de dioxine. Ce furent des médecins progressistes qui prirent contact avec le professeur Ton That Tung.

C'est sur le plan épidémiologique que les carences furent les plus lourdes de conséquences à tous les niveaux. Com-

mencé avec un an de retard, le programme est passé à côté de certains effets de l'explosion qui ont pu être de brève durée, passer inaperçus ou ne pas être déclarés par la population. L'évaluation épidémiologique des informations fournies par les statistiques courantes (mortalité, natalité, malformations et maladies infectieuses, relevés hospitaliers, etc.) et celle des résultats des examens de laboratoire de toxicologie, de même que le bilan de la carcinogénèse (cancers) ou de la tératogénèse (malformations congénitales) attribuables à la dioxine ont été sérieusement hypothéqués.

Les examens sont également peu fiables : ils ont été mis sur ordinateur en vrac, sans plan d'interprétation ... Quel sens donner, par exemple, à l'augmentation des décès par leucémie et cirrhose hépatique à Seveso, Meda et Desio durant les années 1976, 1977 et 1978 ? La dioxine est-elle directement en cause, ou s'agirait-il d'une interprétation artificielle des données ? Une telle confusion fait le jeu du trust Hoffmann-La Roche et facilite une banalisation de la situation, qui n'a pas la transparence que les travailleurs et la population sont en droit d'exiger.

Cette transparence a également fait défaut sur le plan de l'information. Mis à part l'admirable travail effectué par le « Comité technique et scientifique populaire », par le « Groupe de prévention et d'hygiène de l'environnement » du conseil d'usine de Montedison à Castellanza, et par des professionnels progressistes, la population n'a été considérée que comme un simple objet des opérations épidémiologiques alors qu'elle était la première concernée. Cela explique en bonne partie le désintérêt rapidement manifesté pour les enquêtes suivies. Or, sans participation massive des intéressés, les observations épidémiologiques sont d'une fiabilité douteuse.

Au cours d'un débat (publié dans le numéro de la revue *Sapere* de 1982 plusieurs fois cité dans cet article), les personnes ayant participé activement aux opérations sanitaires depuis 1976 ont souligné les carences épidémiologiques, l'absence de personnel qualifié, l'inadéquation des connaissances cliniques aux besoins épidémiologiques et préventifs, la non prise en considération de propositions provenant des travailleurs (voir encadré).

Ces critiques nous permettent d'indiquer ce qui aurait pu et dû être fait pour tirer le maximum d'enseignements de Seveso et garantir à la population une protection optimale de sa santé à la suite de la catastrophe. Une stratégie efficace aurait dû reposer :

7. R. Canosa, « La transazione », *Sapere*, numéro 848, juin-août 1982, p. 110-115. Ne sont pas concernés par l'accord les dégâts futurs actuellement indéterminables tels que les cancers.

8. C. Dilworth et V. Scaturin, « Mappatura dell'inquinamento da diossina nel disastro di Seveso », *Sapere*, numéro 848, juin-août 1982, p. 75-80.

9. F. Berrino, « TCDD, mortalità e incidenza dei tumori », *Sapere*, numéro 848, juin-août 1982, p. 38-47.

— sur une détermination précise de l'exposition de chaque citoyen. Les zones suspectes auraient du être déterminées non pas en fonction de présence de dioxine dans le terrain, mais en prenant « zéro » pour seuil d'exposition, ce qui permettait de considérer tout phénomène épidémiologique nouveau — tels qu'atteintes de la peau, mortalité animale, dégâts sur la végétation, plaintes de la population —, comme potentiellement attribuable à la dioxine.

— sur l'établissement de paramètres qualitatifs, la connaissance précise de la quantité de dioxine libérée par l'explosion, et le recensement permettant de cataloguer les degrés d'exposition et de les confronter aux autres données statistiques.

— sur l'établissement de statistiques de mortalité et de maladie avant et après le désastre. Ces informations pourraient être fournies par un système sanitaire de médecine préventive.

— sur une information systématique et accessible à la population, pour permettre sa participation active aux enquêtes épidémiologiques.

## POUR PRÉVENIR UN NOUVEAU SEVESO

S'il se produisait un nouveau Seveso dans un pays impérialiste, la riposte des institutions bourgeoises ne serait certainement pas beaucoup plus efficace qu'elle ne l'a été en Italie. N'oublions pas que les militaires se passionnent pour ce genre de catastrophes, où ils observent en miniature les effets de la guerre chimique ou nucléaire qu'ils simulent d'habitude sur des ordinateurs (*war games*, jeux de guerre). Une enquête épidémiologique précise après un accident nucléaire leur apporte



de précieuses informations sur l'efficacité de leurs modèles théoriques. Des experts de l'OTAN sont d'ailleurs immédiatement arrivés sur les lieux après l'explosion du réacteur d'ICMESA.

La prévention des catastrophes et le contrôle de leurs conséquences se préparent à l'avance. Nulle part nous ne voyons les responsables des institutions s'affairer dans ce sens. Au contraire la prévention sanitaire est la victime privilégiée des programmes d'austérité sociale. Il n'y a donc rien à attendre d'« en haut ». Les mesures à prendre impliquent l'organisation d'un système sanitaire qualitativement différent de celui que nous connaissons, un système fondé sur la défense intransigeante des besoins de la population.

Une véritable prévention des catastrophes doit s'articuler sur trois niveaux :

— *le contrôle ouvrier sur la production.* Le cas de Seveso le prouve de manière éclatante. Un contrôle ouvrier sur la production aurait permis d'éviter les négligences de la direction, de lutter contre les adaptations dangereuses des procédés de production qui, en visant à réduire les coûts de production et à augmenter la productivité, font s'accroître en même temps les risques. Le travail effectué après l'explosion par le « Groupe de prévention et d'hygiène de l'environnement », en quelques semaines, qui a disséqué le processus de production en tenant compte des tâches précises effectuées par les travailleurs, est à ce propos exemplaire. Il doit être largement diffusé, car il constitue un modèle du genre. Il montre comment il a été possible, avec l'aide de spécialistes se mettant à disposition des travailleurs, de mettre en évidence le mécanisme à l'origine de l'explosion et, par là-même, les responsabilités de la direction. Un travail analogue préventif aurait permis d'éviter l'explosion.

— *la création d'un centre d'observation épidémiologique interdisciplinaire, régional, permanent, tirant ses informations de centres sanitaires décentralisés, sous le contrôle de la population qui en est l'usager.* Un tel centre d'observation devrait centraliser et synthétiser l'information, stimuler les enquêtes épidémiologiques et les interventions préventives. Il serait aussi un instrument d'information pour les travailleurs et la population, favorisant le contrôle ouvrier et l'autogestion des unités sanitaires. Il serait peu coûteux et hautement efficace comparé, par exemple, aux sommes colossales qui ont été nécessaires, dans le cas précis de Seveso, pour déterminer la présence de dioxine dans le terrain, sans pour autant circonscrire avec précision la zone contaminée, et à la façon aberrante dont les examens de sang et d'urine ont été effectués et stockés sur ordinateur. Un tel centre d'observation aurait permis une rapide mise en évidence des modifications intervenues dans les paramètres représentant l'état de santé de la population avant la catastrophe.



Manifestation anti-nucléaire en France. (DR)

— *un système unique de santé est la condition indispensable pour éviter les cafoillages, les superpositions administratives, le manque de coordination, les chicanes bureaucratiques, les manipulations dans le prélèvement, l'accumulation et l'interprétation des données.* Ceci sans tenir compte des avantages généraux qui seraient liés la suppression du secteur privé en ce qui concerne la recherche et les coûts.

Le contrôle ouvrier, le centre d'observation épidémiologique régional et l'auto-gestion des centres sanitaires locaux constitueraient les éléments inséparables d'une véritable prévention. Ils permettent une utilisation appropriée des connaissances scientifiques, et, surtout de les relier à l'intervention préventive, qui n'est efficace que si elle s'appuie sur la participation active de la population. La dissociation de la théorie et de la pratique sanitaire est, en effet, la cause majeure de l'inefficacité de la médecine capitaliste. Elle ne peut être dépassée que si la population salariée, d'objet de la médecine en devient le sujet actif et conscient, contrôlant son orientation et intervenant dans sa pratique. Un tel système sanitaire, fondé sur la prévention, le dépistage précoce des maladies, et la garantie de traitements appropriés en cas de maladie ou d'invalidité, exige un haut degré de démocratie directe.

La banalisation des effets observés à la suite de la catastrophe de Seveso est un danger pour toutes les populations. Seule l'industrie privée y trouve un intérêt immédiat, car elle peut ainsi poursuivre la recherche de son profit égoïste. Comme dans d'autres domaines, les leçons de Seveso réclament une solution ouvrière. La préservation à long terme de la santé des travailleurs est partie intégrante du combat contre le système capitaliste exploiteur et pour une démocratie socialiste. ■

Alfredo MORABIA  
6 février 1983.

GRANDE-BRETAGNE

"Socialist Action",  
un nouvel  
hebdomadaire  
révolutionnaire

Face au gouvernement le plus réactionnaire qu'ait connu le pays depuis longtemps, les travailleurs britanniques sont entrés en lutte à diverses reprises pour défendre leur emploi et leur niveau de vie contre les attaques de la politique de Margaret Thatcher. Pourtant, malgré la victoire de la lutte des employés du service des eaux, qui ont réussi à battre en brèche la norme des 4 % d'augmentation maximale des salaires dans le secteur public, une série de défaites ont été enregistrées.

Cette situation a créé des remous au sein du mouvement ouvrier, et tout particulièrement dans le Parti travailliste (Labour Party), qui s'appuie directement sur les syndicats.

C'est dans ce contexte qu'un nouveau journal socialiste révolutionnaire, *Socialist Action*, vient d'être lancé, avec le double objectif de contribuer au débat sur la voie à suivre pour les luttes de la classe ouvrière britannique, et d'aider au renforcement de la gauche au sein du Parti travailliste et des syndicats.

*Socialist Action* est soutenu et diffusé par les membres de la Socialist League (SL, section britannique de la IVe Internationale), tout comme par les partisans de *Socialist Action* au sein du Parti travailliste. Nous reproduisons ci-dessous la déclaration de la rédaction publiée dans le premier numéro du nouvel hebdomadaire, ainsi que les messages de soutien émanant de personnalités du mouvement ouvrier.

« *Socialist Action* est un nouveau journal du mouvement ouvrier. Son premier objectif est de soutenir tous ceux et toutes celles qui luttent contre le gouvernement, dans le but de défaire Margaret Thatcher et de faire élire un gouvernement travailliste pour la mise en œuvre d'une politique socialiste.

« La lutte contre les missiles et pour l'engagement d'un futur gouvernement travailliste au désarmement unitaire est vitale. Nous soutiendrons et nous aiderons donc à mener une campagne socialiste "pour une victoire travailliste".

« Nous avancerons un point de vue éditorial précis, mais nos colonnes seront ouvertes à tous ceux et à toutes celles qui seront en accord avec nos objectifs immédiats. Le journal entend être un porte-parole, à l'intérieur du Parti travailliste et des syndicats, des intérêts des travailleurs de toute la planète, depuis la Pologne jus-

qu'à l'Amérique centrale. La priorité des priorités sera d'expliquer pourquoi le mouvement ouvrier britannique a le devoir de soutenir la cause de l'Irlande, de défendre son droit à l'auto-détermination et à la liberté.

« Au cours de cette année d'anniversaire de la mort de Karl Marx, nous voulons montrer la pertinence et l'actualité du marxisme révolutionnaire pour les socialistes d'aujourd'hui. »

Ce premier numéro de *Socialist Action* publie les déclarations « de ceux et de celles qui saluent la venue d'une nouvelle voix au sein de la gauche britannique », sans qu'ils soient pour autant « en complet accord avec la politique éditoriale » de la nouvelle revue.

Ken Livingstone, dirigeant du Conseil du Grand Londres (Greater London Council) : « Un nouveau journal qui fait campagne à l'intérieur du mouvement ouvrier pour aider à la construction d'une alternative socialiste radicale est un apport certain pour le mouvement ouvrier. Je souhaite la bienvenue à un journal ouvert, qui entend promouvoir le débat et les discussions, essentiels pour la gauche si elle veut développer sa stratégie et aller de l'avant dans l'unité. *Socialist Action* a un rôle important à jouer dans l'unification des forces du mouvement ouvrier qui luttent contre l'offensive d'austérité et les menées bellicistes de l'impérialisme. »

Tony Benn, député travailliste de Bristol et leader de l'aile gauche du Parti travailliste : « Il nous faut un plus grand nombre de journaux qui écrivent sur le socialisme. *Socialist Action*, s'il peut se garder d'une orientation trop particulière et faire écho dans ses colonnes des nombreuses initiatives en cours, accomplira un travail réellement utile pour le mouvement ouvrier. »

Ray Davies, secrétaire de la Confédération syndicale de la sidérurgie (Iron and Steel Trades Confederation, ISTC) de Cardiff : « J'aimerais présenter mes salutations enthousiastes à l'occasion de la parution de *Socialist Action*. La naissance d'un nouveau journal de gauche offre une possibilité nouvelle et passionnante de lutter pour une politique socialiste et une victoire travailliste aux prochaines élections parlementaires. (...) Un journal né dans l'optimisme se doit d'exprimer la détermination de la grève des sidérurgistes, longue de trois mois, en 1980, et des luttes militantes des employés du service des eaux, des mineurs, des conducteurs de trains et de nombreux autres groupes de travailleurs.

« Au travers d'une confrontation continue, Margaret Thatcher a balayé les illusions de milliers de syndicalistes, qui peuvent maintenant voir la réalité de ce système oppressant. Le travail de So-

cialist Action est de donner une direction à de tels sentiments militants de combativité. Si *Socialist Action* mène à bien ce projet, nous pourrions contrecarrer la campagne de chasse aux sorcières (en cours dans le Parti travailliste), nous pourrions contester l'"enregistrement" (1), et nous pourrions défendre et illustrer une politique socialiste pour laquelle nous nous battons toutes et tous. »

1. L'"enregistrement" est une réglementation propre au Parti travailliste, qui permet l'affiliation au Parti de syndicats et autres organismes collectifs, et qui sert, dans le même temps, à sélectionner cette affiliation.

EUROPE

Stage des responsables  
d'organisations  
de jeunesse

Pendant la dernière semaine de mars s'est tenu un stage de responsables des organisations de jeunesse européennes qui collaborent ou entretiennent des rapports fraternels avec les sections de la IVe Internationale.

Une quarantaine de déléguées et de délégués représentaient la Jeune garde socialiste de Belgique, la Jeunesse communiste révolutionnaire de France, le groupe Revolution de Grande-Bretagne, le groupe Rebel de Hollande, les Jeunes socialistes de Suède, la Ligue socialiste de la jeunesse du Danemark et les Jeunesses socialistes révolutionnaires de Suisse, qui venaient de tenir leur congrès constitutif la semaine précédente (cf. *Inprecor* numéro 147, du 11 avril 1983). Participaient également à ce stage des délégations des cercles jeunes regroupés autour des journaux *Rivoluzione* (Italie), *Roter Maulwurf* (Allemagne fédérale), *Barricada* (Etat espagnol, avec des délégués d'Andalousie, d'Euskadi, de Catalogne et de Madrid) et en provenance d'Autriche. Seuls n'avaient pas pu se déplacer les camarades portugais, norvégiens et luxembourgeois.

Ces organisations ou cercles de jeunesse comptent dans leurs rangs une proportion de femmes généralement supérieure à celle des sections, qui se situe entre 35 % et 40 %. A l'exception du cas de la France, où la majorité des membres sont des étudiants, toutes les autres organisations comptent une majorité de jeunes travailleurs, jeunes en formation technique, ou lycéens. Parmi les participants au stage, 33 % étaient des femmes ; l'éventail d'âge allait de 16 à 26 ans, et la moyenne était de 21 ans.

Le stage proprement dit s'est distribué en deux parties. Une partie de forma-

tion générale, sur la lutte antibureaucratique dans les pays de l'Est, sur la révolution dans les pays dépendants de l'impérialisme, sur l'austérité et la militarisation en Europe, sur l'oppression des femmes. L'autre partie a été consacrée aux discussions et aux échanges d'expériences sur les problèmes posés par la construction des organisations de jeunesse : efforts en direction de la jeunesse ouvrière, importance des campagnes, rapports avec les sections de la IVe Internationale, presse...

En ce qui concerne les campagnes, la plupart des organisations de jeunesse (à l'exception de la France, de la Suède et de l'Autriche) sont principalement engagées contre le déploiement des missiles nucléaires et contre les bases de l'OTAN. D'importantes initiatives sont également prises concernant le chômage et la formation professionnelle des jeunes, la lutte contre le racisme, ou le travail d'organisation des soldats (notamment en Hollande et en France). Enfin, toutes les organisations de jeunesse sont partie prenante de la solidarité avec la révolution en Amérique centrale.

Ce premier stage s'est achevé dans l'enthousiasme par un engagement à prolonger cette expérience. Une seconde réunion analogue aura lieu vers la fin de cette année. Elle permettrait d'envisager des initiatives plus larges et plus audacieuses à l'échelle européenne : rencontres, camps, etc. Les organisations de jeunesse coordonneront leur intervention et diffuseront un appel commun à l'occasion des mobilisations contre la guerre et les missiles nucléaires prévues pour l'automne prochain. Enfin, elles participeront, par le biais de leurs militants étudiants à la campagne pour la réouverture de l'Université de San Salvador. ■

## ITALIE

### Congrès de la "Lega comunista rivoluzionaria"

La Lega Comunista Rivoluzionaria (LCR) a tenu son second congrès, du 25 au 28 mars derniers à Milan. Sous le nom de Gruppi Comunisti Rivoluzionari (GCR), la section italienne de la IVe Internationale avait tenu auparavant vingt-et-un congrès nationaux. Une centaine de délégués ont participé aux travaux du congrès. Etaient également présentes des délégations d'organisations d'extrême-gauche, comme le PDUP (Parti d'unité prolétarienne), DP (Démocratie prolétaire), Lotta Continua per il Comunismo (Lutte continue pour le communisme), des organisations se réclamant du trotskysme, comme la LOR (Ligue ouvrière révolutionnaire), qui a des pourparlers d'unification avec la LCR, et la LSR (Ligue socialiste révolutionnaire) qui, après avoir participé à la constitution du Comité paritaire a, par la suite, adopté une

position indépendante face à tout regroupement international. Un dirigeant de la FIM (l'un des trois syndicats des métallos) de Milan et un représentant du conseil d'usine d'Alfa Romeo ont également assisté au congrès. A la seule exception de la LSR, toutes ces délégations ont apporté leur salut au congrès en intervenant sur les thèmes politiques débattus.

Certains grands quotidiens italiens, ainsi que l'une des chaînes nationales de télévision, ont mentionné la tenue du congrès. La principale radio indépendante de Milan (Radio Milano Popolare) a donné des informations assez amples sur le congrès et diffusé des interviews de dirigeants de la LCR.

La partie publique du congrès (qui a pris les deux premières journées) a été consacrée à la discussion de deux rapports présentés au nom du Bureau politique sortant par le camarade Franco Turigliatto et la camarade Elettra Deiana, rapports qui, respectivement, portaient sur la situation politique et sur le mouvement syndical dans les années 1980. Des textes avaient également été soumis au débat préparatoire dans toute l'organisation. Le débat s'est déroulé sans différenciations importantes, et les textes ont finalement été adoptés à l'unanimité ou presque.

Au cours des deux journées réservées aux délégués et aux membres du Comité central sortant, ont été débattus le bilan d'activité de la période qui a suivi le congrès précédent et un rapport débouchant sur les perspectives politico-organisationnelles pour les prochaines années.

Comme l'a précisé l'un des communiqués de presse diffusés par la LCR, le débat a été centré sur trois thèmes : 1) les formes et les contenus programmatiques de la bataille contre l'austérité et pour une alternative ouvrière ; 2) les caractéristiques de la lutte du mouvement ouvrier et syndical contre le pacte social et en défense du syndicat organisé sur la base des conseils d'usine ; 3) l'engagement de la LCR pour orienter la nouvelle radicalisation de la jeunesse sur les thèmes de la lutte contre le réarmement, de la solidarité avec les luttes révolutionnaires en Amérique centrale, du soutien aux travailleurs polonais et à Solidarité.

A la suite des campagnes sur le troisième point menées en relation avec la lutte contre la dégradation des conditions de vie et d'étude qu'ont connu les jeunes au cours des derniers mois, des cercles de jeunes révolutionnaires sont apparus dans une série de villes. Indépendants d'un point de vue organisationnel, ils déclarent néanmoins être solidaires de la politique de la LCR.

La LCR projette de participer aux élections législatives qui auront lieu en Italie en 1984 au plus tard.

La LCR dispose de branches dans les principales villes du nord et du centre du pays, mais elle reste encore très faible dans le sud du pays, mis à part le centre industriel de Tarente.

Le congrès s'est achevé sur l'élection d'un comité central composé de vingt-cinq camarades. ■

## CHINE

### Liberté pour Liu San Qing

Liu San Qing, âgé de 30 ans, est un militant actif du mouvement social de Hong Kong depuis plusieurs années. Le 24 décembre 1981, il se rendait à Canton en République populaire de Chine, pour rencontrer des familles de militants du mouvement démocratique et socialiste chinois incarcérés. Son retour à Hong Kong était prévu pour le 27 du même mois. Mais, depuis lors, on était sans nouvelles de lui. Après plusieurs tentatives pour retrouver sa trace, des responsables chinois confirmèrent oralement à sa famille que Liu San Qing était en état d'arrestation pour « avoir violé la loi » et qu'il n'y avait « aucun moyen de le rencontrer » (cf. *Inprecor* numéro 128 du 14 juin 1982, dans lequel le nom de Liu San Qing était orthographié Lau San Chin, à la manière de Hong Kong).

Depuis, de nombreuses recherches ont été entreprises par sa famille, et un Comité de défense était formé à Hong Kong. Le 30 mars, celui-ci a communiqué l'information suivant laquelle Liu San Qing avait bel et bien été arrêté et même condamné à dix ans d'emprisonnement. Quinze mois après son arrestation en décembre 1981, la confirmation orale de cette sentence a été donnée au père de Liu San Qing par de hauts responsables de la Cour de justice de Canton lors de sa visite en Chine pour s'informer sur le sort de son fils.

Toutefois, ni le verdict exact ni la date du procès n'ont été rendus publics. Les responsables chinois ont néanmoins affirmé que de proches parents pourraient rendre visite à Liu San Qing dans un mois environ, et que le père de l'emprisonné serait averti au moment opportun par l'intermédiaire du gouvernement de Hong Kong.

En octobre dernier, le gouvernement de Hong Kong a informé, par lettre, le père de Liu et le Comité pour la défense de Liu San Qing que, d'après des informations fournies par le gouvernement chinois à l'ambassade britannique de Pékin, Liu était détenu pour « activités illégales ». Le gouvernement chinois considérerait que, bien qu'il soit un citoyen de Hong Kong, son procès relevait des affaires intérieures de la Chine. Il est pourtant évident que Liu a été condamné pour le soutien qu'il a apporté au Mouvement démocratique chinois à travers les activités qu'il menait à Hong Kong.

Le Comité pour la libération de Liu San Qing appelle donc à des actions de solidarité pour réclamer sa libération, lever le voile du silence qui entoure sa condamnation et les charges qui lui sont reprochées. Pour cela, il convient d'envoyer des messages de protestation réclamant la libération de Liu San Qing au gouvernement de la République populaire

de Chine et d'adresser des pétitions auprès des ambassades chinoises dans les différents pays. ■

## PEROU

### Violente répression contre la grève générale du 10 mars

Le 10 mars dernier, le Pérou a été très largement paralysé par une grève générale. L'initiative de la lutte avait été prise par la Confédération générale du travail péruvienne (CGTP), centrale syndicale de loin la plus puissante, qui se trouve sous l'hégémonie du Parti communiste. Les autres centrales syndicales — y compris la centrale liée à l'Alliance populaire révolutionnaire américaine (APRA), jadis puissante mais désormais réduite à une structure d'appareil —, les organisations paysannes et d'autres organisations populaires s'y étaient associées par la suite. Le but de la mobilisation était de protester contre la politique économique adoptée sous la férule du Fonds monétaire international (FMI) par l'ancien Premier ministre Manuel Ulloa, et reprise intégralement par son successeur Fernando Schwalb.

Le gouvernement avait riposté à la décision des organisations syndicales et populaires en proclamant l'état d'urgence et la suspension des garanties constitutionnelles dans la région de la capitale pendant cinq jours. Par ailleurs, le pouvoir entendait désamorcer la mobilisation ouvrière et populaire en proposant quelques concessions de dernière heure (augmentations salariales partielles, ajournement de l'augmentation du prix de l'essence, contrôle sur le prix du pain, etc.). Mais cela n'a pas suffi à faire annuler la grève générale. De larges secteurs populaires restaient déterminés à agir. Il faut rappeler à ce sujet la détérioration considérable du niveau de vie qu'ont connu les masses travailleuses. La moitié de la population active est condamnée au chômage ou au sous-emploi, l'inflation a atteint le taux de 16 % dans les deux seuls premiers mois de 1983, ce qui signifie qu'il a plus que doublé par rapport à l'année précédente.

La grève générale du 10 mars dernier a représenté un important succès, même si elle n'a pas atteint le niveau de mobilisation et de combativité de la grève générale du 19 juillet 1977. A Lima, la capita-

le, les secteurs clés de la production industrielle ont été complètement bloqués et, plus généralement, environ 60 % des travailleurs ont suivi la grève. Les moyens de transport ont été presque totalement paralysés. A Cuzco, dans le sud-est du pays, la mobilisation a débouché sur un meeting sur la place centrale auquel ont participé environ 10 000 personnes. A Puno également, toute activité a été paralysée, et 15 000 personnes se sont réunies sur la place centrale à l'appel du Front des organisations populaires (FOP). Des mobilisations d'une portée analogue ont eu lieu dans d'autres villes, comme Ayacucho, Tacna, Huancayo, Chimbote, etc. Il vaut la peine de préciser que le groupe guérillériste Sentier lumineux n'a pas participé activement à la grève et n'a pris aucune initiative pour la préparer et la soutenir dans aucune des régions du pays. A ce propos, il faut rappeler qu'en 1977 Sentier lumineux s'était opposé à la première grève générale contre la dictature, en expliquant qu'il s'agissait d'une grève « social-impérialiste » et « urbaine » (cf. « Points de repères pour l'analyse de la guérilla péruvienne », *Inprecor* numéro 144, 28 février 1983).

D'après l'analyse du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), section péruvienne de la IVE Internationale, qui avait engagé toutes ses forces pour le succès de la mobilisation, la grève a porté un coup sévère au gouvernement. Son isolement social s'est accentué davantage.

L'attitude répressive des autorités a provoqué, dans différentes villes, de violents affrontements entre la police et les manifestants. A Lima, il y a eu quatre morts et des centaines de personnes arrêtées. Dans les jours qui ont suivi la grève, la plupart des personnes arrêtées ont été libérées. Mais au moment où nous écrivons, une quinzaine d'entre elles, dont des membres du PRT, sont toujours incarcérées.

Parmi les militants encore détenus, cinq sont accusés d'appartenir au PRT. Il s'agit d'Oscar Wong Ortigas, artisan, secrétaire à l'organisation du Comité du département de Callao, arrêté alors qu'il rentrait chez lui à la fin des mobilisations (ce camarade avait déjà été arrêté et incarcéré pendant quarante-cinq jours en 1980); de Pedro Espinoza Garcia, ouvrier électricien, secrétaire général du Syndicat ouvrier de Transervice, actuellement au chômage, arrêté dans la rue principale, et dont le domicile a été perquisitionné; de Fredy Joo Gonzales, travailleur indépendant de Villa el Salvador, qui a subi des violences après son arrestation; de Marco Mantilla Guevara, professeur d'école secondaire, habitant lui aussi à Villa El Salvador, et qui a été très durement frappé par les forces répressives.

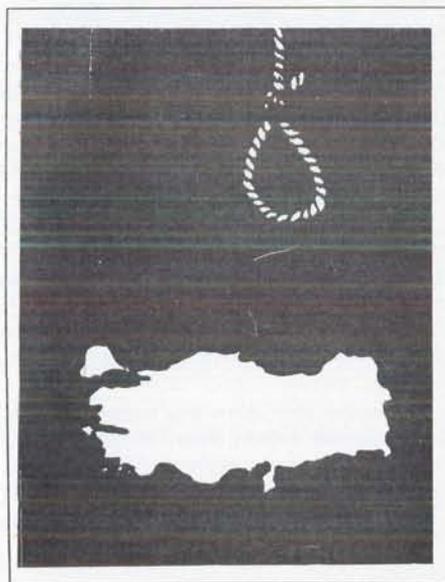
La mobilisation s'organise au Pérou pour obtenir la libération de tous les militants encore incarcérés. Elle doit pouvoir se développer dans l'unité au-delà des divergences politiques entre organisations du mouvement ouvrier. Si les militants arrêtés n'étaient pas promptement relâchés, une campagne internationale devrait être engagée pour réclamer leur libération. ■

## TURQUIE

### Halte aux 8 exécutions

Huit condamnations à mort ont été prononcées contre des militants révolutionnaires turcs. Elles viennent d'être confirmées, le dimanche 10 avril, par l'Assemblée consultative. Elles seront exécutées aussitôt après avoir été ratifiées par le Conseil national de sécurité. Les huit militants turcs peuvent donc être pendus d'un jour à l'autre.

Il s'agit de Sadettin Guven et Baki Altin (accusés d'avoir exécuté l'ancien Premier ministre Nihat Erim); de Ahmet Fazil, Aktas Sener Yildirim, Tayfun Ozkok et Harun Kartal (accusés d'avoir exécuté le chef de la police et son garde du corps); de Ahmet Ebran et Sener Yigit. Sept d'entre eux seraient membres de l'organisation révolutionnaire Dev-Sol.



D'après les informations recueillies par Amnesty International, 19 exécutions auraient déjà eu lieu en Turquie depuis le début de l'année, et de nombreuses condamnations à mort sont prononcées dans les procès politiques qui se multiplient. De source officielle turque, on reconnaît 16 exécutions depuis le coup d'Etat de septembre 1980, mais les autorités se refusent à prendre en compte les peines de mort appliquées sous des accusations de droit commun.

Cette escalade de la répression s'inscrit dans l'entreprise d'anéantissement des libertés politiques et syndicales de la part d'une dictature militaire qui se veut de plus en plus la place forte de l'impérialisme dans la région.

Des actions de protestation doivent être menées en riposte immédiate à cette répression pour obtenir l'annulation de la sentence. ■

ABONNEZ-VOUS ET  
REABONNEZ-VOUS

A INPRECOR !



POLOGNE

# A tous les travailleurs!

Message de la Commission  
de coordination de Solidarité pour le 1er mai

**A**U nom du Syndicat autogéré indépendant Solidarnosc, au nom du monde du travail polonais, nous adressons nos salutations à tous les travailleurs à l'occasion de ce 1er Mai. Les ouvriers polonais manifesteront en ce jour sous le signe de la solidarité internationale.

La fête du 1er Mai est née de la lutte pour la dignité du travail humain. Une des conséquences en a été la naissance des syndicats. En 1886, à Chicago, les ouvriers ont payé de leur vie le droit à leur propre représentation syndicale. Pour nous, Polonais, Chicago s'est répété à Gdansk en décembre 1970, en Silésie en 1981, à Lubin en 1982. Et nous sommes conscients que cela peut se répéter de nombreuses fois encore.

Dans les pays gouvernés par les communistes, le mouvement syndical a été anéanti et les organisations syndicales de façade sont totalement soumises à l'Etat-Parti-patron. En août 1980, pour la première fois dans les pays du « socialisme réel », nous avons, par notre lutte, conquis le droit aux syndicats indépendants. Menacé dans son monopole, le pouvoir communiste ne s'y est pas résigné.

Le 13 décembre 1981, la contre-révolution a frappé : à nouveau, comme il y a cent ans, le sang ouvrier a coulé. Des chars et des mitrailleuses ont été utilisés contre les gens désarmés, dans le but de détruire le mouvement syndical indépendant.

Depuis plus d'un an, notre syndicat poursuit son action dans l'illégalité, dans des conditions de terreur policière : des milliers de militants de Solidarnosc sont passés par les camps d'internement et les

prisons, des milliers d'autres y croupissent encore, frappés par de lourdes condamnations. Les grévistes et les manifestants ont été battus, des centaines d'entre eux mutilés, plusieurs dizaines assassinés de sang froid pour avoir voulu défendre leur liberté et leur dignité. La répression continue : les militants du syndicat sont licenciés, de nombreuses usines ont été militarisées. On a annoncé la création de camps de travail forcé. Les gens sont persécutés pour avoir usé de droits humains naturels. Les arrestations et les procès politiques continuent. On prépare celui de sept membres de la plus haute instance de direction du syndicat, emprisonnés depuis quinze mois. Il en va de même du procès exemplaire des membres de l'ex-KOR (Comité de défense des ouvriers). Le gouvernement polonais a violé tous les accords internationaux qu'il avait signés concernant les droits des travailleurs et des citoyens, il a rompu tous les accords contractés avec sa propre société, il a foulé aux pieds toutes les déclarations qu'il avait faites.

Solidarnosc ne se laissera pas détruire. Solidarnosc vit et est bien ancré dans les entreprises. Le syndicat continue son action et ne renoncera pas à la défense des droits des travailleurs ni à la mise en place des réformes socio-économiques en Pologne. Nous luttons pour obtenir le droit à l'activité légale, la libération des prisonniers politiques, l'arrêt des poursuites contre les militants du mouvement syndical indépendant. Nous agissons avec détermination, persévérance et sagesse. Notre but est la paix sociale fondée sur le

respect de la loi que la société reconnaîtra comme sienne. Alors seulement, les efforts de millions de Polonais donneront naissance à des valeurs spirituelles et à un bien-être matériel pour le peuple tout entier.

En organisant des manifestations indépendantes il y a un an, les ouvriers ont montré que, pour le monde du travail en Pologne, le 1er Mai était devenu un jour de lutte pour les droits sociaux.

Nous ne sommes pas isolés dans notre lutte. Dès les premiers jours d'août 1980, nous avons pu mesurer le soutien des travailleurs du monde entier. A la veille de ce 1er Mai, nous tenons à remercier les syndicats étrangers, ainsi que les personnes agissant à titre individuel, dont le dévouement est la preuve de la solidarité humaine.

A tous les travailleurs pour qui le premier pas vers les syndicats indépendants reste encore à faire, nous adressons notre salut et nos encouragements chaleureux.

A ceux qui vivent dans les pays démocratiques, nous souhaitons de persévérer dans le développement et le renforcement d'un mouvement syndical indépendant.

Ici, en Pologne, nous ne luttons pas seulement pour nos propres affaires. Nous sommes profondément convaincus que notre lutte a une dimension universelle. Elle élargit les espaces de liberté et de justice dans le monde contemporain. Nous avons besoin de votre soutien. Le jour du 1er Mai, manifestez votre solidarité avec la lutte des travailleurs polonais. ■

Commission provisoire de coordination  
du Syndicat autogéré indépendant  
Solidarnosc  
23 mars 1983.

Zbigniew Bujak (Région de la Masovie),  
Wladislaw Hardek (région de la Petite-Pologne),  
Bogdan Lis (région de Gdansk),  
Jozef Piniór (région de Basse-Silésie),  
Eugeniusz Szumiejko (membre du Présidium de la Commission nationale).



Manifestation de Solidarité, le 1er Mai 1982, dans la vieille ville de Varsovie. (DR)